

le développement durable\* et la formation des ressources humaines des PED.

## Renforcement des Plans pour Garantir l'Amélioration de la Qualité

### Introduction de l'Évaluation de Projets Ex Ante

La JICA a élaboré à titre expérimental une table d'évaluation de projets ex ante pour les réalisations dans chaque secteur (exploitation des eaux souterraines, éducation, santé et soins médicaux, routes et ponts). Par cette initiative, nous tentons d'améliorer la lisibilité des résultats des projets de coopération financière non remboursable. Nous nous sommes par ailleurs attachés à assurer une plus grande transparence en publiant ces données sous forme de rapports.

### Renforcement du Dispositif de Réalisation des Projets

La JICA s'attache en permanence à améliorer la qualité de son fonctionnement et à renforcer son système d'exécution de l'aide afin de répondre d'une manière appropriée aux besoins toujours plus divers et plus complexes des pays bénéficiaires.

L'Agence s'applique à identifier et formuler des projets de haute qualité en articulant mieux entre elles les activités de coopération technique et d'aide financière non remboursable. Nous nous appuyons sur la structure organisationnelle et les ressources humaines tant de la JICA que d'organismes extérieurs, notamment d'autres institutions internationales et bailleurs de fonds, ainsi que de nos bureaux de représentation à l'étranger, des spécialistes du développement\* et des conseillers en formulation de projets\* travaillant pour l'Agence.

## Front Line

### Projet de Renforcement de l'Enseignement Polytechnique des Techniques Liées à l'Électricité

Indonésie

Victoire au Concours Universitaire Mondial de Robotique

Coopération Technique de Projet-Type et  
Coopération Financière Non Remboursable

#### ◆ Création d'un centre polytechnique pour l'électrotechnique

L'Institut polytechnique d'ingénierie électronique de Surabaya a été établi en 1988 dans le cadre de la coopération financière non remboursable. Grâce à la coopération technique de projet-type, il s'est transformé en centre de formation à l'ingénierie électrique/électronique et accueille aujourd'hui 500 étudiants dans trois de ses départements. Les plans visant à former plus d'ingénieurs pour les technologies de l'information et à renforcer l'enseignement des disciplines liées à l'électricité ont entraîné une pénurie de professeurs. Aussi le projet de renforcement de l'enseignement polytechnique des techniques liées à l'électricité a-t-il été lancé en 1999 dans le cadre de la coopération technique, afin de répondre aux besoins sans cesse croissants dans la société. De nouvelles installations sont actuellement construites grâce à la coopération financière non remboursable et l'institut devrait devenir un centre polytechnique national capable d'accueillir 1 200 étudiants appelés à suivre les programmes de formation de professeurs et d'ingénieurs.

Les étudiants sont extrêmement motivés et certains restent même la

nuît pour poursuivre leurs recherches jusqu'au petit matin. Cet enthousiasme a été récompensé par le grand prix décerné lors du concours universitaire mondial de robotique en 2001. Ce prix a été source de fierté et d'encouragement, non seulement pour les participants, mais aussi pour tous les étudiants et professeurs du centre polytechnique.



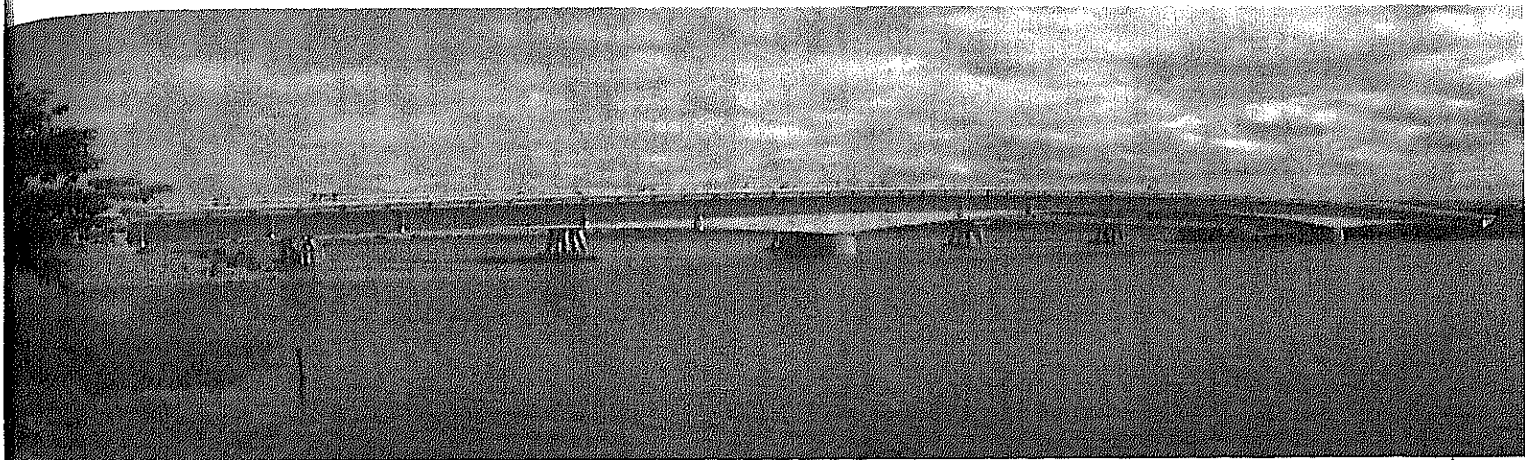
La grande salle où se sont affrontés les robots.

#### ◆ Début du programme de formation de professeurs à grande échelle en 2003

Ces réalisations ont été rendues possibles par les conseils techniques constants et les matériels pédagogiques fournis par plus de 150 experts de la coopération technique, sans oublier l'enthousiasme des jeunes instructeurs de la région versés dans les technologies concernées. Depuis le début de la coopération technique, il y a 14 ans, plus de 50 d'entre eux ont été formés dans le cadre de programmes de formation d'homologues\* au Japon. Aucun n'a rejoint l'industrie du privé qui offre de meilleures rémunérations, tous sont restés instructeurs au centre polytechnique.

Plus de 30 d'entre eux étudient actuellement dans des universités nationales ou internationales pour obtenir une maîtrise ou un doctorat. Ces diplômes sont en effet nécessaires pour participer au programme de formation d'instructeurs qui débute à grande échelle en 2003. Conformément aux objectifs du projet, les nouveaux professeurs, formés dans un premier temps par des instructeurs passionnés par l'enseignement, enseigneront à leur tour à de futurs ingénieurs dans divers instituts polytechniques d'Indonésie.

(Bureau de la JICA en Indonésie)



Projet de reconstruction du pont Mangochi au Malawi

### ■ Amélioration du Contrôle des Projets

Les projets de coopération financière non remboursable sont réalisés après examen par le gouvernement des estimations des coûts établies dans le cadre des études du plan de base.

Pour que les fonds soient utilisés au mieux, des enquêtes rigoureuses sont entreprises afin de déterminer les mesures de conception et les données de calcul les plus susceptibles de répondre aux besoins du PED concerné.

La JICA s'est toujours efforcée de faire en sorte que ces enquêtes soient aussi complètes que possible. Au cours de l'exercice 1999 toutefois, un bureau de la coordination technique et de l'examen des projets a été créé - en coopération avec des experts externes - pour affiner davantage l'étude du plan de base. Nous avons par ailleurs détaché des conseillers techniques pour suivre l'état d'avancement des projets lors de la phase de mise en œuvre. Nous nous sommes également efforcés d'assurer le bon fonctionnement de divers systèmes.

(1) Au cours de l'exercice 2000, nous avons introduit un système d'inspection avant expédition, dont la réalisation est confiée à des organisations extérieures.

(2) Les obligations des gouvernements partenaires en matière d'établissement de rapports au gouvernement japonais spécifiées dans les directives applicables au fonds pour les projets généraux et au fonds pour la pêche ont été renforcées.

(3) Afin d'améliorer les procédures d'approvisionnement dans le cadre du fonds pour l'augmentation de la production alimentaire (KR2) et d'assurer une meilleure gestion dans ce domaine, le Système de coopération internationale du Japon (JICS) a été mis en place.

(4) Un système de comités de consultation mixtes a été instauré pour veiller à la bonne utilisation des fonds.

La JICA s'efforce d'associer experts de l'aide financière et de la coopération technique de projet-type, de façon à mieux superviser la phase initiale, la maintenance et la gestion du projet. Tout en assurant la liaison avec les activités d'autres organisations d'aide si besoin est, la JICA met également au point des moyens de s'assurer que les projets de coopération financière non remboursable réalisés dans les pays bénéficiaires sont exploités d'une manière durable et efficace.

### ■ Réduction des Coûts

Les gouvernements des pays partenaires et les autres donateurs apprécient tous à sa juste valeur la coopération financière non remboursable apportée par le Japon. Toutefois, pour que cette aide soit encore plus efficace, nous travaillons actuellement à la mise en place d'un dispositif de réduction des coûts d'exploitation, par région et par domaine, au stade de l'étude du plan de base.

### ■ Information et Publicité

Avec la promulgation de la loi sur la Liberté de l'information, la diffusion des informations liées aux projets d'aide publique au développement (APD) prend plus d'importance que jamais.

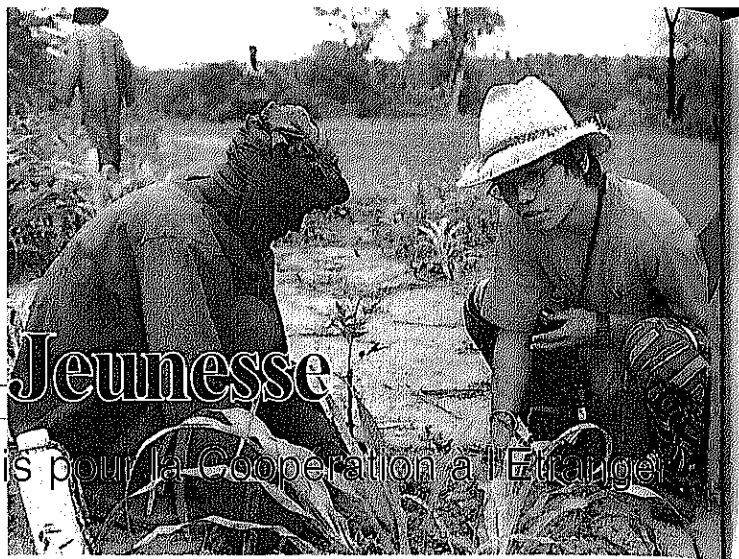
Nous publions des informations sur les résultats des études et des appels d'offres. Nous préparons également des vidéos et des brochures sur notre mode de fonctionnement et sur les projets actuellement en cours dans divers pays. Enfin, nous publions des informations sur la page d'accueil de notre site Web, afin que le public japonais soit entièrement au courant des activités de la JICA.

### ■ Réponse aux Besoins

Afin de répondre aux besoins changeants des PED et leur apporter une aide encore plus efficace, la JICA s'attaque aux problèmes de portée mondiale\*, tels que la pauvreté et l'environnement. Elle fournit par ailleurs une aide d'urgence, notamment un soutien à la reconstruction en Afghanistan. L'Agence s'est également attelée activement à des projets de coopération technique ou bénéficiant de prêts à des conditions avantageuses en collaboration avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes internationaux, donateurs et organisations non gouvernementales (ONG).

# Les Atouts de la Jeunesse

—Envoi de Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Étranger



Un volontaire effectuant une étude de suivi sur le reboisement discute des techniques de plantation avec un ouvrier local.

## Domaines de Coopération et leur Historique

### Le Nombre de Volontaires Femmes en Augmentation

Le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) facilite et encourage la mobilisation de jeunes qui souhaitent coopérer au développement économique et social de pays en développement (PED).

Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans dans des PED, où ils vivent et travaillent au sein de la communauté locale et participent à des activités de coopération. Cette expérience est aussi enrichissante pour les volontaires car ils doivent s'efforcer de résoudre les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs relations avec les populations locales et dans leur travail.

La coopération est assurée dans sept domaines : l'agriculture, la foresterie et la pêche, les activités de transformation, la maintenance, le génie civil, la santé publique, l'éducation et la culture, et enfin le sport. Au total 140 métiers sont concernés.

Le programme des JOCV a démarré en 1965 avec l'envoi de 26 volontaires dans quatre pays, dont le Cambodge.

Au cours de l'exercice 2001, il a été inauguré à Madagascar. L'Afrique du Sud et le Venezuela devaient à leur tour accueillir pour la première fois des volontaires durant l'exercice 2002. Pour l'exercice 2000, deux pays - la Dominique et Saint-Vincent - ont signé avec le Japon un accord relatif à l'envoi de JOCV. Fin mars 2002, 77 gouvernements avaient conclu un tel arrangement. Nous espérons étendre le programme dans un proche avenir aux pays suivants: Bénin, Gabon, Mozambique et Kiribati.

Au cours de l'exercice 2001, 1 134 JOCV ont été envoyés dans le cadre de nouvelles missions. À la fin avril 2002, 2 386 JOCV étaient en poste dans 65 pays, portant à 22 939 le nombre de volontaires recrutés depuis le début du programme.

Ces dernières années, le nombre de femmes volontaires a augmenté : à la fin d'avril 2002, elles représentaient 54 % des JOCV travaillant à l'étranger et 37 % des JOCV employés depuis le lancement du programme.

### Volontaires en Mission de Courte Durée et Volontaires des Nations Unies

Les volontaires sont envoyés généralement pour deux ans, mais une demande très forte a été exprimée pour raccourcir cette affectation à un an seulement. Ce phénomène peut s'expliquer en partie par les difficultés rencontrées par les JOCV pour se réinsérer professionnellement à leur retour au Japon. À celles-ci s'ajoutent les limitations que les entreprises imposent quant à la durée du congé sabbatique pour des activités de volontariat. Un système d'affectation de volontaires en mission de courte durée (un an) a ainsi été institué au cours de l'exercice 1997.

Des JOCV participent également au programme de volontaires des Nations unies, en fonction de demandes reçues par cette organisation. À la fin d'avril 2002, 27 volontaires des Nations unies travaillaient outre-mer, portant à 199 le nombre de volontaires de cette catégorie employés jusqu'à cette date.

## Phases Préparatoires à l'Envoi de Volontaires

### Recrutement et Sélection des Volontaires

Des campagnes de recrutement de volontaires JOCV sont organisées dans tout le Japon deux fois par an, au printemps et à l'automne, avec la collaboration d'administrations locales et d'institutions privées. Les 247 sessions d'information de la campagne de recrutement du printemps 2001, organisées dans toutes les régions du Japon, ont attiré 10 329 personnes, dont 3 759 se sont portées candidates. Les 245 séances d'information de la campagne d'automne ont drainé 8 114 personnes, dont 4 256 postulants.

Le processus de sélection comporte deux étapes. La première, ou présélection, comprend des épreuves écrites portant sur le niveau de connaissances dans une langue étrangère et les compétences techniques, un test d'aptitude ainsi qu'un examen du dossier médical. La deuxième comporte une entrevue sur des questions techniques, un entretien personnel et un examen de santé.

Au cours de l'exercice 2001, 558 candidats ont réussi l'examen à la session de printemps et 625 à celle d'automne.

**Stages Avant Affectation sur 80 Jours**

Les candidats sélectionnés sont hébergés pendant environ 80 jours pour un stage de formation préliminaire. Celui-ci est destiné à leur apporter les capacités requises pour travailler à l'étranger et s'adapter à une culture et un environnement nouveaux. Le programme de formation couvre les domaines suivants :

- 1) Fondement du concept des activités des JOCV, compréhension des cultures étrangères, etc. ;
- 2) Situation du pays d'affectation (contexte politique, économique, historique, etc.) ;
- 3) Cours de langues ; Vingt-deux langues sont enseignées, dont l'anglais, le français, l'espagnol, le swahili et le népalais.
- 4) Santé, hygiène et vaccination ;
- 5) Sécurité ;
- 6) Entraînement physique et à la vie en plein air.

Les stages sont organisés trois fois par an dans trois centres de formation pour volontaires JOCV : Hiroo (à Tokyo, dans le quartier de Shibuya), Nihonmatsu (préfecture de Fukushima) et Komagane (préfecture de Nagano).

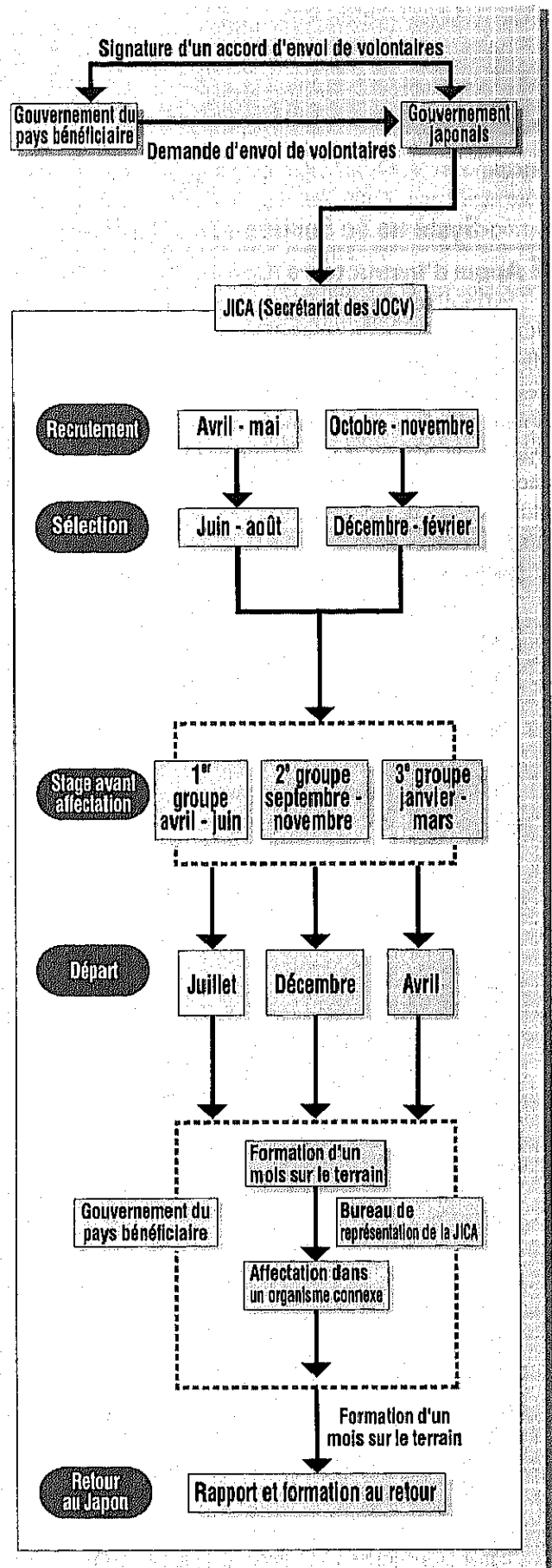
**Formation Technique Complémentaire pour Répondre aux Besoins des PED**

Le système de formation technique complémentaire a été conçu pour développer le savoir-faire et les techniques requises pour les activités de coopération et pour des interventions bien adaptées aux besoins des pays bénéficiaires. Au cours de l'exercice 2001, 483 personnes ont participé à des stages d'une durée comprise entre plusieurs jours et neuf mois, répartis en deux catégories :

- 1) Formation spécialisée à la demande  
 Cette formation s'adresse à des volontaires ayant réussi le processus de sélection et qui possèdent donc les compétences techniques adéquates. Pourtant, une formation complémentaire est parfois exigée pour répondre à des demandes spécifiques. Elle peut également concerner des volontaires rentrés temporairement au Japon à la suite d'une prolongation de leur affectation, dans des cas où une formation supplémentaire a été jugée nécessaire.

- 2) Formation pratique  
 Cette formation est prévue pour des volontaires ayant les connaissances techniques de base requises pour passer le processus de sélection, mais dont le savoir-faire pratique est insuffisant.

Figure 3-10 Système d'envoi de volontaires JOCV





Une volontaire donne le rythme à des élèves jouant de la musique au Vanuatu.

## Système de Soutien aux Volontaires

### ■ Appui d'Instructeurs (Conseillers) Techniques

Afin d'accroître l'efficacité de l'aide fournie par les JOCV, un réseau de conseillers techniques dans diverses disciplines fournit une assistance technique aux volontaires et veille à ce que les demandes transmises par les PED soient soumises à un examen attentif. Ce système permet également d'assurer une bonne évaluation des capacités techniques des candidats dans des domaines spécialisés lors du processus de recrutement et de sélection.

### ■ Protection de la Santé des Volontaires

Composée d'un médecin contrôleur, de spécialistes des maladies infectieuses, de psychologues et de gynécologues, l'équipe de médecins conseils du Centre d'assistance médicale de la JICA dispense l'ensemble des soins suivants :

- 1) Des examens physiques, des évaluations et des vaccinations sont pratiqués depuis le début du stage précédant l'affectation jusqu'au retour au Japon.
- 2) Des conseils et des recommandations sont prodigués aux JOCV accidentés ou malades.
- 3) Des conseils et des recommandations sont dispensés au bureau de représentation au cas où l'un des JOCV en mission serait gravement malade.

Tout JOCV peut bénéficier de consultations médicales, être orienté vers un établissement spécialisé ou subir une intervention en cas d'urgence grâce à un système de délégation à des médecins conseils locaux ou à des administrateurs sanitaires recrutés suivant les besoins.

### ■ Indemnisation en Cas d'Accident

Un système d'indemnisation des frais de traitement médical et de transport est prévu en cas de décès, de maladie ou d'accident d'un volontaire, du début du stage précédant l'affectation jusqu'au retour au Japon, au terme de la mission à l'étranger.

### ■ Orientation Professionnelle pour les Volontaires de Retour au Japon

Les volontaires s'engagent souvent après avoir démissionné, ou juste après avoir terminé leurs études. À leur retour au Japon, le Secrétariat des JOCV ainsi que les diverses agences régionales de la JICA mettent à leur disposition des conseillers qui peuvent les orienter dans le choix d'une

carrière, leur fournir des renseignements dans le domaine de l'emploi et explorer avec eux les débouchés possibles.

Au cours de l'exercice 2000, 1 131 volontaires sont rentrés au Japon. À la fin de l'exercice 2001, 1 037 d'entre eux avaient trouvé leur voie professionnelle : 206 avaient repris leur ancien emploi, 512 avaient pris un nouvel emploi (parfois à leur compte), 105 avaient décidé de poursuivre leurs études et 214 avaient pris un emploi à temps partiel, s'étaient mariés, etc.

## Actions de Promotion

En plus des activités précédemment mentionnées concernant l'envoi de volontaires, le Secrétariat des JOCV entreprend diverses actions de promotion.

### ■ Renforcement de la Sensibilisation et des Échanges d'Informations

Les activités suivantes visent à mieux faire connaître au public les actions des JOCV, élargir le cercle des participants et faciliter les échanges d'informations avec d'autres intervenants œuvrant dans ce domaine :

- 1) Préparation de la documentation relative au programme
- 2) Publication de la revue mensuelle *Crossroads*
- 3) Publication du bulletin bimensuel *JOCV News*
- 4) Mise à la disposition des médias de l'information et d'autres ressources
- 5) Envoi de JOCV juniors

La découverte des conditions de vie dans les PED et de la réalité de la coopération internationale peut faire naître chez les jeunes un intérêt pour les activités de ce type. Lancé en 1998, le programme des JOCV juniors permet l'envoi de jeunes gens à l'étranger pendant les vacances scolaires d'été. Ce système concerne plus particulièrement les élèves des lycées. Jusqu'à aujourd'hui, 60 élèves ont été envoyés depuis 1998. En 2001, des JOCV juniors de Kagawa ont été envoyés en Malaisie.

- 6) Programme d'envoi de JOCV en appui

Ce programme consiste à envoyer des volontaires pendant un mois pour qu'ils apportent temporairement leur soutien aux JOCV en poste. Ainsi un professeur titulaire peut-il être envoyé en soutien à un professeur volontaire qui doit organiser des cours ou des séminaires spéciaux ; ou, si un volontaire conduit une étude, un autre volontaire peut être détaché auprès de ce dernier pour l'aider.

Au cours de l'exercice 2001, une sage-femme disposant d'une expérience de la coopération technique et un volontaire ont été envoyés au Paraguay pour enseigner à une sage-femme JOCV comment organiser des séminaires sur l'accouchement.

## ■ Promotion du Maintien de l'Emploi

Beaucoup de personnes renoncent à s'engager en qualité de JOCV ou sont contraintes de démissionner, car leur employeur n'a pu leur garantir de pouvoir les réintégrer dans leur poste à la fin de leur affectation. La JICA a donc effectué des démarches auprès d'organisations patronales et syndicales, d'entreprises privées et d'administrations locales, afin de les persuader de permettre aux employés de conserver leur poste pendant leur période de volontariat.

La JICA a conçu un système de prise en charge partielle des coûts de personnel et autres frais qu'encourent les employeurs dans cette situation, afin d'alléger le poids de leurs dépenses.

De même, dans certains cas, des professeurs de l'enseignement public ayant passé les tests de sélection pour rejoindre les JOCV n'ont pas reçu l'aval de leurs écoles ou de leurs comités d'établissement. Pour que ces professeurs puissent

adhérer aux JOCV, un nouveau système de participation pour professeurs titulaires a été établi au cours de l'exercice 2001. L'objet du système est d'attirer ces enseignants et de répondre ainsi à la demande accrue de ressources humaines compétentes dans le secteur de l'éducation. À cet effet, les conseils scolaires des administrations locales qui emploient des professeurs souhaitant rejoindre les JOCV recommandent ces derniers au Secrétariat des JOCV, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT).

Ces enseignants ne sont pas soumis à la présélection habituelle par la JICA. Les administrations locales prennent des dispositions spéciales pour que les candidats retenus puissent suivre le stage avant affectation d'avril à juin. En juillet, ils sont ensuite détachés sur une période qui s'étend jusqu'au mois de mars, deux ans plus tard. À leur retour, ils réintègrent leurs postes au mois de mai.

## Front Line Formation pour Enseignants Débutants

### Komagane Cours de Formation Original au Centre de Komagane

JOCV

#### ◆ Komagane, seconde ville natale

Chaque année, le Centre de formation de Komagane organise trois stages avant affectation au poste de JOCV. Durant les 80 jours de formation, les stagiaires consacrent quelques journées à des visites d'œuvres de bienfaisance et d'assistance, de garderies éducatives, de fermes et de logements de personnes âgées vivant seules. Ces visites, qui doivent permettre aux JOCV d'aider les résidents locaux en entrant en contact avec eux à l'extérieur du centre, font partie de la formation depuis l'ouverture de ce dernier. Par ces échanges étroits avec la population locale dans le cours de leurs difficiles activités pédagogiques, les volontaires en formation acquièrent une expérience précieuse. Certains conservent des liens avec les personnes rencontrées lors de ces visites pendant toute la durée de leur affectation à l'étranger et se rendent à Komagane dès leur retour au Japon pour renouer leurs anciennes amitiés. Les vifs encouragements que ces activités leur valent de la part de la population locale leur apportent un réconfort moral. Komagane devient même leur seconde ville natale, un endroit qu'ils gardent toute leur vie dans leur cœur.

#### ◆ Programme d'échanges internationaux à l'attention des enseignants débutants

Dispensés chaque année depuis l'ouverture du centre en 1995, les cours de formation pour enseignants débutants sont une spécificité qui distingue le Centre de formation de Komagane de toutes les autres agences de la JICA au Japon. Ces cours sont réservés aux enseignants recrutés et affectés aux municipalités (deux cités, quatre villes et quatre villages) autour de Komagane. Des cours d'une journée au centre même sont par ailleurs prévus au programme.

Ces cours donnent aux jeunes enseignants la possibilité de comprendre et d'étudier le tissu social dans un contexte interculturel et l'action du Japon à l'échelon international en matière de coopération, compte tenu de l'avancée rapide de l'internationalisation. De nombreuses activités sont proposées durant ces cours : description des activités japonaises de coopération internationale et des activités des JOCV, échanges avec les JOCV dans les conditions de la formation, exposés de professeurs titulaires qui ont rejoint les JOCV en cours de mission et qui ont ensuite retrouvé leur poste à leur retour au Japon, rapports d'ensei-



Formation pratique à l'agriculture pour de jeunes enseignants

gnants qui ont participé à des voyages d'études à l'étranger, participation à des cours de langues étrangères dispensés au centre, éducation pour le développement et jeux favorisant la compréhension interculturelle.

À la fin de chaque formation, tous les participants avouent trouver ces journées stimulantes et profitables, et reconnaissent également avoir beaucoup appris. Et les jeunes enseignants sont nombreux à souhaiter rejoindre les rangs des JOCV.

Nous continuerons par conséquent à soutenir ce programme d'échange unique en son genre, en nous appuyant sur les spécificités du centre de formation et l'aide des résidents locaux de Komagane.

(Centre de formation des JOCV à Komagane)

Au cours de l'exercice 2001, première année de mise en œuvre du système, 63 professeurs titulaires en ont bénéficié. Au cours de l'exercice 2002, on pense qu'une centaine de candidats devraient être retenus.

### ■ **Coopération avec des Organisations Apparentées**

#### 1) Association pour la promotion du volontariat

Cette association a été créée en 1976 avec le soutien de fonds privés afin d'apporter un appui au programme des JOCV par un travail de relations publiques, d'aide à la réinsertion professionnelle des volontaires à leur retour au Japon, et de promotion de l'éducation pour le développement. Elle s'efforce également d'élargir le réseau des organisations de soutien dans tout le Japon : 34 organisations locales ont ainsi été créées, dont 32 dans des préfectures rurales ou urbaines et deux dans des villes.

La JICA collabore avec cette association. Elle met également de la documentation à sa disposition et propose des intervenants pour les conférences et journées d'étude organisées par des collectifs de jeunes et des groupes, tels que l'Association des écoles secondaires japonaises pour la recherche pédagogique internationale.

#### 2) Association japonaise de coopération à l'étranger (JOCA)

Cette association a été créée en 1983 pour soutenir et promouvoir les activités d'anciens volontaires. Elle exploite leur expérience dans le cadre d'activités diverses, notamment l'appui personnalisé aux groupes de volontaires ainsi que le recrutement et la sélection de JOCV.

#### 3) Liens avec des associations d'anciens volontaires

Des associations d'anciens volontaires ont été formées dans tout le Japon, en fonction de critères comme la préfecture d'origine, le type de travail entrepris et le pays d'affectation. Ces associations participent à des projets pédagogiques pour promouvoir une meilleure compréhension des affaires internationales ainsi qu'à des projets d'échanges réalisés par des administrations locales. Les associations constituées au niveau des préfectures aident la JICA dans ses actions de recrutement et de sensibilisation au programme des JOCV.

#### 4) Collaboration avec les administrations locales

La collaboration des administrations locales est essentielle pour la mise en œuvre du programme des JOCV. La JICA organise ainsi régulièrement des réunions avec les représentants des administrations locales chargés des activités de volontariat, ainsi que des visites permettant aux responsables de voir les JOCV à l'œuvre. Ces actions servent à mieux faire connaître le programme des JOCV et à forger des liens de collaboration.

Le Secrétariat des JOCV recommande des homologues\* des volontaires JOCV pour qu'ils participent à une formation technique organisée par les administrations locales au Japon. Celle-ci est financée par des subventions du ministère des Affaires étrangères aux organisations assu-

rant la promotion de la coopération technique à l'étranger (subventions aux administrations locales) ou par des sources indépendantes. Au cours de l'exercice 2001, 60 stagiaires étrangers de 27 pays ont suivi sur environ dix mois une formation technique dans diverses spécialités sous l'égide de 24 administrations locales.

#### 5) Collaboration avec d'autres organisations

Des avis sont échangés avec des associations patronales et syndicales sur le système de maintien de l'emploi et de la participation d'entreprises et d'organisations aux activités de volontariat.

### ■ **Autres Activités de Volontariat**

Le Secrétariat des JOCV s'occupe aussi de l'envoi de volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger, de volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et de volontaires seniors. Les réseaux de volontaires et de volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger sont destinés aux communautés d'émigrés japonais en Amérique latine. Des Japonais de souche apportent une contribution très importante au développement des capacités de leur pays d'origine. Des volontaires japonais sont par ailleurs détachés pour contribuer au développement des communautés d'émigrés japonais.

Le programme des Japan Overseas Development Youth Volunteers, créé au cours de l'exercice 1985 et baptisé alors Overseas Youth Dispatch, était destiné au soutien des jeunes Japonais désireux d'émigrer vers l'Amérique du Sud. En 1996, avec le temps et l'évolution des besoins des communautés japonaises à l'étranger, les activités ont été redéfinies et portent un nouveau nom : programme des volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger. Fin avril 2002, 116 volontaires étaient en cours de mission dans sept pays, principalement dans le secteur de l'éducation et de la culture. Depuis le début du programme, 714 volontaires ont été envoyés en mission.

Les projets fondés sur la participation de volontaires seniors et de volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger ont été lancés au cours de l'exercice 1990 et transférés au Secrétariat des JOCV au cours de l'exercice 1996. Fin avril 2002, 598 volontaires seniors étaient en poste dans 40 pays, et 41 volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger travaillaient également dans sept pays. Depuis leur lancement, ces programmes ont permis d'envoyer respectivement 1 014 et 206 volontaires.

### **Extension du Programme**

Le budget de l'aide publique au développement (APD) a été sérieusement affecté par la récession économique prolongée. Toutefois, la population japonaise place de

grands espoirs dans le programme des JOCV qu'elle tient en haute estime car il est considéré comme ouvrant la voie à une « aide aux orientations clairement définies ». Dans ce contexte de rigueur économique, le budget alloué au programme des JOCV au cours de l'exercice 2002 a été de 22,8 milliards de yens, soit une diminution de 2,6 % par rapport à l'année précédente.

Pour répondre aux attentes du public japonais et pour étendre les activités du programme de volontaires seniors, nous nous efforçons d'améliorer la quantité et la qualité des projets d'envoi de JOCV. Nous continuerons par ailleurs de mettre l'accent sur les programmes de soutien aux anciens volontaires, dans le prolongement de nos actions passées.

Nous souhaitons adopter une attitude proactive dans ce domaine.

Afin de répondre précisément aux besoins à l'intérieur comme à l'extérieur du Japon, le Secrétariat des JOCV poursuit ses efforts dans les domaines suivants :

- 1) Arrivée de nouveaux volontaires,
- 2) Amélioration des procédures de recrutement et de sélection,
- 3) Amélioration de la formation avant affectation,
- 4) Renforcement du soutien aux activités des volontaires, et
- 5) Amélioration du soutien au développement de la carrière des anciens volontaires.

## Front Line

### Lutte Contre la Poliomyélite et la Draconculose

#### Niger

#### Forté Diminution du Nombre de Patients Atteints d'une Maladie Infectieuse

Coopération Financière Non Remboursable, JOCV et Autres

#### ◆ Juguler la progression des maladies infectieuses

Situé en Afrique occidentale, le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde. Si les facteurs contribuant à cet état de fait sont nombreux, l'incapacité de juguler la propagation des maladies infectieuses est certainement le plus important. Avec des programmes de coopération financière non remboursable, la fourniture d'équipements et l'envoi de JOCV, la JICA participe dans ce pays activement à l'éradication de maladies infectieuses, telles que la poliomyélite.

#### ◆ Éloges du gouvernement nigérien

Les journées nationales de vaccination (JNV) sont un moyen efficace de lutte contre la poliomyélite. L'Agence fournit les vaccins et le matériel de la chaîne du froid pour transporter ces derniers à basse température jusque dans les villages. Mais il n'est pas aisé de vacciner des personnes dispersées dans une vaste région désertique ou des peuplades nomades qui se déplacent sans arrêt et franchissent parfois les frontières des pays voisins. Dans certaines régions, les parents refusent même que leurs enfants soient vaccinés. Or, si l'administration des vaccins n'est pas

effectuée sérieusement, les mesures de lutte seront inefficaces.

Les JOCV ont essayé à maintes reprises de surmonter ces obstacles. Des séminaires pour le personnel de santé ont été organisés dans de nombreuses régions, afin de lutter contre la poliomyélite et de mettre en place des activités de surveillance. Ces dernières ont valu aux JOCV les félicitations du gouvernement du Niger, qui a décidé d'étendre ces mesures à tout le pays et non plus seulement aux régions dans lesquelles des JOCV étaient détachés. Pour que l'administration des vaccins aux peuplades nomades soit plus efficace, on étudie par ailleurs actuellement leurs coutumes et le profil de leurs activités.

#### ◆ Éradication des maladies infectieuses

On trouve encore des vers de Guinée dans les zones proches de la frontière autour de Zinder, l'ancienne capitale, et dans la région frontalière avec le Burkina Faso. Vivant dans les marais et les étangs près des villages, ces larves ont pour hôtes les puces d'eau. Toute personne qui boit l'eau se trouvant dans ces endroits peut être infectée par ce parasite. Dès lors, seule



Une volontaire explique la poliomyélite à la population locale à l'aide de dessins.

la garantie d'un approvisionnement suffisant en eau potable est un moyen efficace d'éradiquer cette maladie infectieuse.

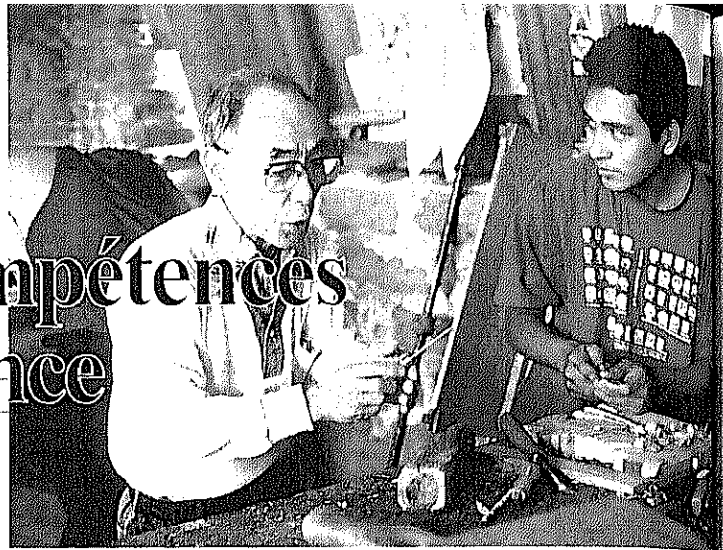
En 1997 et 1998, la JICA a fourni une coopération financière non remboursable à l'attention de la province de Zinder et creusé ou aménagé plus de 150 puits. Les JOCV se sont par ailleurs livrés à des activités destinées à prévenir l'infection : inspections fréquentes et projection de diapositives dans les villages à l'époque où les infections prennent une dimension épidémique. Ces activités se sont avérées efficaces : le nombre de personnes infectées dans la région a diminué, passant de 1 167 en 1997 à 148 en 2001.

(Bureau de la JICA et des JOCV au Niger)



# La Force des Compétences et de l'Expérience

—Volontaires Seniors—



Jeune apprenti hondurien initié à la fabrication de souvenirs en bois par un volontaire senior

## Émergence de Nouveaux Besoins au Sein de la Génération d'Âge Moyen

### ■ Début du Programme

Le programme des volontaires seniors a été précédé par le programme d'envoi de volontaires-experts, mis en place en 1990. Ce dernier était destiné aux personnes d'âge mûr manifestant un intérêt marqué pour les activités de soutien technique dans les pays en développement (PED) et désireuses de mettre leurs compétences et leur expérience au service de ces pays. Les volontaires sont recrutés dans la tranche d'âge des 40 à 69 ans, parmi des personnes disposant de compétences exceptionnelles et d'une riche expérience professionnelle. Ces volontaires sont ensuite détachés en fonction des demandes formulées par les PED. Ce programme peut être défini comme une version senior du programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Il a effectivement commencé au cours de l'exercice 1991, avec l'envoi de onze volontaires au Paraguay, en Malaisie et aux Samoa.

Cet envoi s'est traduit par une forte augmentation au Japon de l'intérêt suscité par les activités de volontaires. Pour bien marquer qu'il s'agissait d'un programme de soutien faisant appel à des volontaires, en 1996 il a pris le nom de « programme d'envoi de volontaires seniors ». Depuis, autant le nombre de pays accueillant des volontaires seniors que le nombre de ces derniers n'ont cessé d'augmenter.

Durant la même période, le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji a touché la région du Kansai et l'échouage d'un tanker a causé une énorme marée noire dans la mer du Japon. À la lumière de ces événements, les activités des sauveteurs volontaires ont été acclamées par les médias, ce qui a renforcé l'intérêt pour les activités de volontaires et le désir de mieux les connaître. La loi sur les organismes sans but lucratif (loi OSBL) a été promulguée en 1998 dans ce contexte social. Parallèlement, il s'est produit une augmentation du nombre de sociétés autorisant leurs salariés à s'absenter pour participer à des activités de volontaires.

Depuis 1991, le budget consacré par le Japon à l'aide publique au développement (APD) est le plus élevé de tous

les pays. Avec l'intérêt croissant pour l'aide aux PED, l'opinion publique a pris conscience de l'importance d'une coopération participative avec des orientations clairement visibles. C'est dans ce cadre que le programme des volontaires seniors a été mis en place et qu'il ne cesse de se développer.

Au fur et à mesure que l'économie du Japon et des autres pays industrialisés s'est renforcée, l'écart entre les pays développés et les PED s'est creusé. Le savoir-faire et les compétences dont ces derniers ont besoin se trouvent être les mêmes que ceux qui ont aidé le Japon durant cette période de forte croissance économique. La demande en personnel qualifié disposant d'une riche expérience professionnelle et sociale s'est accrue de la part des PED. Ce programme étant capable de répondre d'une manière spécifique aux besoins de ces pays, l'importance des volontaires seniors ne cesse de croître.

### ■ Coopération Participative

La JICA s'est efforcée d'étendre le programme des volontaires seniors. Alors que 87 personnes avaient été envoyées en 1999, le chiffre pour 2000 a quadruplé, passant ainsi à 323, et il a encore augmenté en 2001 pour atteindre 352 participants. Les volontaires seniors œuvrent actuellement dans 51 pays, un chiffre qui devrait toutefois encore nettement augmenter.

Dans les pays bénéficiaires, les volontaires seniors travaillent en étroite collaboration avec les communautés locales. Ils sont affectés directement dans des hôpitaux, écoles, associations et organisations non gouvernementales (ONG) et non pas au gouvernement central. De ce fait, leurs interventions peuvent être assimilées à une forme de coopération participative communautaire.

## Du Recrutement à l'Envoi

### ■ Bilan des Envois

Fin avril 2002, 598 volontaires seniors œuvraient dans 40 pays, portant à 1 014 le nombre de personnes ayant participé à ce programme depuis sa création.

## Recrutement et Sélection

L'extension rapide du programme des volontaires seniors a conduit à de nécessaires révisions dans sa mise en œuvre. La méthode de recrutement a évolué. En ne se limitant plus au système d'enregistrement préliminaire, elle s'est ouverte aux compétences extérieures. Des sessions d'information pour le recrutement sont organisées deux fois par an, au printemps et à l'automne, en divers endroits du pays. Durant les campagnes de printemps (et d'automne) 2001, les 85 (92) séances d'information organisées au niveau national ont attiré 3 380 (2 683) personnes, dont 865 (768) se sont ensuite portées candidates comme volontaires.

Le processus de sélection comporte trois phases : première étape de sélection, examen médical et seconde étape de sélection. Dans un premier temps, les candidatures écrites et les dossiers médicaux sont étudiés. Les candidats passent ensuite un examen médical approfondi puis, pour finir, un entretien personnel et une épreuve en langue étrangère.

## Formation Préalable à l'Envoi à l'Étranger

Les candidats retenus suivent une formation d'environ 30 jours avant leur détachement. Les 10 premiers jours sont consacrés à une session d'initiation à l'APD japonaise, aux diverses activités de la JICA, au fonctionnement du programme des volontaires seniors, aux conseils sanitaires, aux mesures de sécurité et aux préparatifs du voyage. Les 20 derniers jours sont dévolus à la formation linguistique. Parmi les langues étudiées figurent l'anglais et l'espagnol, l'indonésien, le thaï, ainsi que d'autres langues des pays d'accueil. Les membres de la famille du futur volontaire senior qui voyageront avec ce dernier peuvent bénéficier d'un enseignement identique, ce qui est le cas pour 20 % des volontaires seniors en formation.

## Suivi Médical

Les volontaires étant amenés à vivre et à travailler dans des milieux susceptibles de différer totalement de l'environnement japonais, des médecins-conseils peuvent être consultés au Centre d'assistance médicale de la JICA. Des exposés sur les questions de santé sont par ailleurs inclus dans la session d'initiation préalable à l'envoi à l'étranger. Les volontaires peuvent enfin à tout moment exposer leurs problèmes de santé et recevoir des conseils sur le traitement adapté et également bénéficier de bilans de santé réguliers.

## Utilisation Efficace des Ressources Humaines

### Un nouveau Programme pour plus d'Efficacité

La JICA a adopté de nouvelles stratégies afin de mettre en adéquation le plus efficacement possible les besoins diversifiés des PED et les ressources humaines au Japon. Ainsi, au cours de l'exercice 2000, par exemple, l'Agence a

introduit deux nouveaux systèmes : le « système de certification des candidats », dans lequel les candidats qui répondent à certains critères sont agréés et proposés aux PED et le « système d'envoi en groupe », dans lequel plusieurs volontaires d'une même organisation sont envoyés sur le même lieu d'affectation, afin d'accroître l'efficacité de l'aide.

Lancé en 2001 afin d'encourager les administrations locales japonaises à s'engager dans la coopération internationale et à établir des liens d'amitié avec des villes étrangères, le « programme des volontaires seniors pour les villes jumelles » aide la JICA à tirer le meilleur parti des ressources humaines mises à disposition par le Japon.

## Processus Cyclique d'Évolution des Activités des Volontaires

### Portée de la Coopération Participative

Selon son mot d'ordre, la JICA s'est donné pour mission de « valoriser les ressources humaines, renforcer les capacités nationales et favoriser le rapprochement des partenaires ». Le programme des volontaires seniors transpose cet énoncé dans la pratique : alors que l'aide fournie directement par les volontaires pour la valorisation des ressources humaines dans les PED soutient le processus de développement de ces nations, les liens forgés entre les volontaires et les communautés locales constituent un bel exemple d'échange international.

De plus, il est particulièrement significatif que ces activités soient menées par des personnes issues du grand public japonais. Toutefois, il se peut que les efforts des participants intervenant dans des pays étrangers qu'ils ne connaissaient pas auparavant ne soient pas toujours couronnés de succès. La portée réelle des programmes de volontaires de la JICA, notamment le programme des volontaires seniors, ne se mesure pas uniquement par les résultats obtenus mais par le fait qu'ils donnent aux membres de la communauté japonaise dans son ensemble l'opportunité d'une participation spontanée.

### Effets Secondaires du Programme des Volontaires Seniors

Les volontaires revenant au Japon à la fin de leur mandat parlent de leurs expériences avec les gens de leur entourage, ce qui incite alors d'autres personnes à se porter volontaires. Ils conservent également les liens qu'ils ont forgés avec leurs amis dans le pays où ils sont intervenus et restent attachés à celui-ci. Ce processus cyclique d'évolution est une conséquence imprévue que les projets de volontariat de la JICA voudraient toujours provoquer à l'avenir.

Le concept de « société sans frontières » est l'objet de débats depuis plusieurs années. Or, dans le sens où ce pro-

cessus favorise les échanges et les activités internationales plus particulièrement au niveau communautaire, la nécessité de ce programme, et en fait, son existence même, seront certainement encore plus cruciaux à l'avenir.

## Front Line

### Nouveaux Domaines d'Activité pour les Handicapés Physiques

République  
Dominicaine

Fabrication de Papier Naturel au Pays de la Banane

Volontaires Seniors

#### ◆ Aménagement de la formation professionnelle pour les personnes handicapées

L'Association dominicaine de réadaptation est la plus grande organisation non gouvernementale (ONG) sur le plan du traitement, de la rééducation et de la formation professionnelles pour les personnes handicapées de la République Dominicaine. Après les 14 JOCV précédemment détachés auprès de cette association, un volontaire senior a été envoyé en novembre 2001 pour contribuer au développement de la formation professionnelle.

Dans l'école professionnelle appartenant à l'association, 80 élèves s'initient actuellement au travail du bois, à la confiserie, à la couture, etc. Ces dernières années toutefois, de nombreux handicapés n'ont pu suivre ces cours et les demandes ont afflué pour que d'autres domaines d'activité soient mis en place. Ainsi, le volontaire senior s'occupe désormais de la fabrication de « papier-banane ».

#### ◆ Transfert de la technique de fabrication

La République dominicaine est le plus grand exportateur de bananes de la région des Caraïbes et le plus grand exportateur au monde de bananes biologiques vers l'Europe. Les bananiers fournissent par ailleurs de très nombreux produits dérivés. Alors que le Costa Rica et son voisin Haïti s'en servent pour fabriquer du papier, personne n'a encore jamais pensé à fabriquer du papier-banane en République Dominicaine.

Une anomalie que le volontaire senior n'a pas manqué de remarquer. Peu avant son affectation, alors qu'il regardait par hasard un programme de télévision sur la production de papier à partir de l'écorce



Fabrication de papier à partir de l'écorce du tronc des bananiers

du tronc de bananiers en Haïti, l'idée lui est venue d'intégrer cette activité dans les programmes de formation professionnelle pour les handicapés physiques. À son arrivée, il s'est renseigné auprès d'un expert de la JICA en poste sur l'île d'Haïti et a commencé à fabriquer du papier d'une manière artisanale dans sa cuisine.

Trois mois plus tard, il avait réussi à produire différents types de papier à partir du bananier, offrant ainsi une nouvelle source de production de papier dans ce pays. La technique de fabrication jadis transférée en Haïti par un artisan papetier japonais était ainsi transmise à l'État voisin, la République Dominicaine, grâce aux activités mises en place par le volontaire senior.

#### ◆ Libre cours aux rêves et aux idées

Autorisés à participer à la fabrication de papier à partir du bananier, les handicapés physiques eurent une réaction des plus enthousiastes. Les personnes entourant le volontaire senior montrèrent par ailleurs

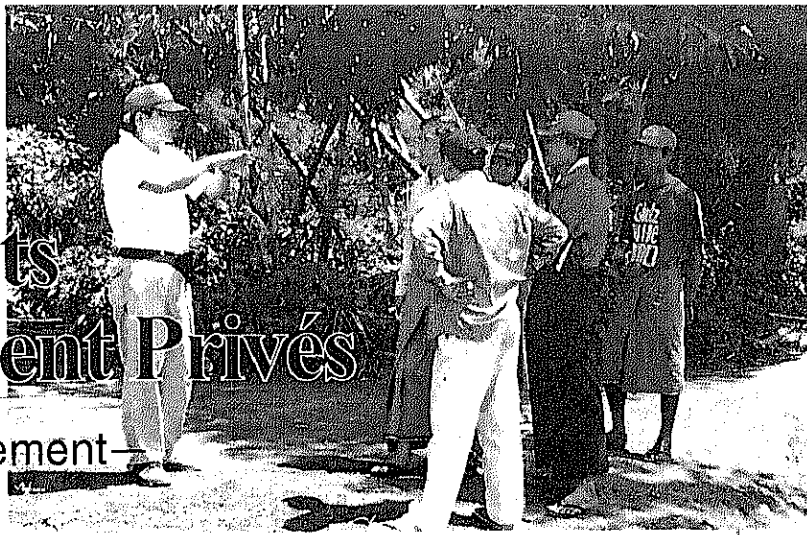
un plus grand intérêt pour ce projet et commencèrent à élaborer avec lui des plans concrets.

Le pays regorgeant de bananiers, les matières nécessaires pour fabriquer le papier sont presque gratuites. D'autre part, seules des matières naturelles sont utilisées et le processus n'est donc pas nuisible pour l'environnement. En fabriquant du papier et des vêtements, les handicapés bénéficient par là même d'une réinsertion par le travail. La vente de gâteaux à la banane enveloppés dans des feuilles de bananier est par ailleurs une idée qui fonctionne bien. Dans un pays qui souhaite devenir une destination touristique, le papier-banane peut également servir à fabriquer des souvenirs au cachet très original. Une fois ces idées mises en pratique, la production de papier-banane devrait devenir une source de revenus pour les handicapés physiques et grandement augmenter leurs chances d'intégration dans la société. Tous les rêves sont faits pour devenir un jour réalité.

(Bureau de la JICA en République dominicaine)

# Soutien aux Projets de Développement Privés

—Coopération pour le Développement—



Formation sur le terrain dans le cadre du projet pilote de production de plants de chrysanthèmes au Myanmar

## Qu'est-ce que le Programme de Coopération pour le Développement ?

Ce programme contribue au développement social et à l'autonomie économique des pays en développement (PED), en partie par l'octroi d'un appui financier et technique à des projets de développement réalisés par des entreprises japonaises privées.

Le programme s'intéresse avant tout aux projets qui contribuent au développement social et à la promotion des secteurs agricole, forestier, minier et industriel. La JICA tient compte des avantages procurés au niveau communautaire, des risques techniques et économiques, de la rentabilité et du caractère expérimental du projet, pour fournir des financements ainsi qu'un appui technique, et pour entreprendre des études en vue de faciliter la réalisation des projets.

## Contenu du Programme

### Investissements et Financements

Pour les types de projets énumérés ci-après, des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt sont accordés à des entreprises japonaises qui réalisent des projets de développement dans des PED ou procurent des financements à des entreprises locales chargées de la réalisation de tels projets.

#### 1. Modernisation d'Infrastructures ayant déjà Bénéficié de Prêts

Il peut s'avérer difficile d'obtenir de la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC)\* des prêts pour la modernisation d'infrastructures\* pour des projets de développement ayant déjà bénéficié de cautions, crédits ou autres financements de cette institution ou de la Japan National Oil Corporation, de la Metal Mining Agency of Japan, de la Central Bank for Agriculture and Forestry, de la Banque Shoko Chukin ou de la JICA (projets pilotes). Les projets visant la modernisation d'infrastructures ayant déjà bénéficié de prêts sont conçus pour ce genre de situation. Ce type de modernisation doit être jugé utile à l'essor de la région où est exécuté le projet et au bien-être social de la

population concernée. Plus précisément, les financements procurés concernent les réalisations suivantes :

- 1) Les équipements collectifs permettant d'améliorer le niveau de vie et le bien-être de la population : écoles, hôpitaux, salles communales, églises ou temples, locaux administratifs, bureaux de poste, casernes de pompiers et installations sportives
- 2) Les structures requises pour des projets bénéficiant aux communautés locales : routes, installations portuaires, réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, salles de réunion, centres de formation professionnelle, systèmes de distribution et d'installation électriques
- 3) Les projets de reboisement axés sur des objectifs de protection et d'amélioration de l'environnement

#### 2. Projets Pilotes

Des prêts, des cautions et des crédits sont également accordés pour des projets dont la réalisation fait obligatoirement intervenir des améliorations technologiques et des actions de développement technique, et qui ne peuvent être financés par la JBIC.

Les projets pilotes touchent à des domaines tels que l'agriculture, l'élevage, le reboisement, la mise en valeur des ressources en bois existantes, l'exploitation des ressources minérales (extraction, criblage et raffinage de calcaire, de phosphate naturel ou de sel gemme), la gestion rationnelle des déchets et la construction de logements bon marché. Au cours de l'exercice 2001, trois prêts pour des projets pilotes ont été octroyés et leur valeur totale a atteint 700 millions de yens.

#### Études et Appui Technique

L'appui technique, qui est l'une des spécificités de la JICA, est apporté sous différentes formes et à la demande des entreprises afin que les projets se déroulent harmonieusement et qu'ils bénéficient à la population locale dans le pays.

L'appui technique revêt trois formes : (1) études et collecte de données avant l'octroi d'un prêt, (2) envoi d'experts

une fois le prêt fourni et (3) accueil de participants étrangers à une formation technique.

## 1. Études

### 1) Études de base pour le développement

Lorsque les entreprises chargées de la réalisation des projets n'ont pas les moyens de le faire, la JICA étudie les conditions locales, recueille les données nécessaires, examine la faisabilité des projets, établit les concepts de base et élabore les plans d'exécution. Elle leur transmet ensuite les résultats de ces travaux.

### 2) Études pilotes

Des experts sont envoyés pour une période relativement longue étudier la faisabilité de projets agricoles ou forestiers liés au développement régional et dont les délais de préparation sont très longs faute d'informations pertinentes. Les données recueillies sont ensuite transmises pour référence aux entreprises souhaitant réaliser les projets à grande échelle.

Les quatre études actuellement en cours sont décrites ci-après. Elles portent sur la collecte et l'analyse de données concernant la croissance végétale, la rédaction de guides et la préparation de modèles de gestion.

- a. Étude pilote pour le projet de plantation forestière à petite échelle par l'utilisation d'essences à croissance rapide en Malaisie
- b. Étude pilote pour le projet d'amélioration de la culture des graines de colza dans la province du Hubei, Chine
- c. Étude pilote pour le projet expérimental d'amélioration des sols alcalins dans la province du Shanxi, Chine
- d. Étude pilote pour le projet de développement concernant la gestion des forêts fixant le carbone en Indonésie

### 3) Autres études

Les autres études sont les suivantes :

#### a. Études sur l'investissement et le financement

Des études sont entreprises pour examiner l'état d'avancement des projets et la manière d'aborder les problèmes qui risquent de survenir avant ou après leur achèvement.

#### b. Études d'évaluation

Réalisées un certain délai après le démarrage des projets, elles mesurent leur contribution au développement régional.

#### c. Promotion des investissements et des financements pour protéger l'environnement

Les études de ce type portent sur la manière dont

les entreprises abordent les questions relatives à la protection de l'environnement dans le cadre du développement. Elles servent à concevoir des projets susceptibles de recevoir des investissements et des crédits pour la défense de l'environnement. Des réunions sont organisées à l'étranger pour expliquer les systèmes d'investissement et de financement. Des consultations individuelles sur les possibilités de prêt sont également assurées.

#### d. Étude d'évaluation conjointe Japon-Brésil sur le programme de coopération au développement agricole du Cerrado

Lancé il y a plus de 20 ans, ce programme représente le plus grand et le plus long projet de coopération au développement agricole mis en œuvre par le Japon et le Brésil. Au cours de l'exercice 2001, les deux pays ont réalisé conjointement une étude d'évaluation portant essentiellement sur les résultats obtenus jusqu'ici et ont élaboré un rapport complet.

## 2. Appui Technique

### 1) Envoi d'experts

À la demande d'entreprises qui ne sont pas en mesure de résoudre seules des problèmes techniques survenus au cours de la réalisation de projets, la JICA envoie des experts compétents dans les domaines voulus afin de garantir la bonne réalisation des projets de développement.

### 2) Formation

À la demande d'une entreprise, la JICA peut accueillir des employés de cette dernière au Japon pour une formation technique, afin qu'ils se perfectionnent et contribuent ensuite à la bonne réalisation de projets de développement.

### 3) Études et appui technique au cours de l'exercice 2001

Au cours de l'exercice 2001, 24 missions d'étude et 45 experts (missions en cours ou nouvelles) ont été envoyés à l'étranger et 27 personnes ont été accueillies au Japon pour une formation.

## Nouvelle Décision

Le plan de réorganisation et de rationalisation des entreprises publiques spéciales adopté par décision du Cabinet en décembre 2001 prévoit que le programme d'investissement et de financement de la JICA soit dénoncé et qu'une demande d'approbation pour de nouveaux financements soit déposée d'ici la fin de l'exercice fiscal 2002.

# Reconstruction dans les Zones Sinistrées

—Secours en Cas de Catastrophe



Formation de l'INSARAG (Groupe consultatif international pour la recherche et le sauvetage) à Singapour (mars 2002)

## Amélioration des Systèmes de Secours d'Urgence

### Interventions en Réponse aux Demandes des Pays Sinistrés

En cas de catastrophe, ce programme permet, à la demande du gouvernement concerné ou d'une organisation internationale, d'envoyer des équipes japonaises de secours d'urgence (Japan Disaster Relief Team ou JDR) et une aide humanitaire d'urgence sur les lieux du sinistre principalement dans les régions en développement.

Les actions d'aide d'urgence ont débuté à la fin des années 1970 avec l'envoi d'équipes médicales pour secourir des réfugiés cambodgiens. Ensuite, une équipe spécialisée dans l'aide à la reconstruction d'urgence a été envoyée au Mexique lors du grand tremblement de terre de 1985.

En septembre 1987, avec l'entrée en vigueur de la loi sur les JDR, un véritable dispositif a été mis en place pour l'envoi d'équipes de secours chargées d'opérations de recherche et de sauvetage des personnes sinistrées. Cette loi a conduit à la systématisation complète de la structure d'aide d'urgence au Japon.

Elle a été partiellement révisée en juin 1992, permettant désormais au ministère des Affaires étrangères, sur consultation du directeur général de l'Agence de la défense nationale, d'envoyer des équipes des Forces d'autodéfense

du Japon lorsqu'une catastrophe importante exige de gros apports d'aide et lorsque des actions doivent être entreprises d'une manière autonome dans la zone sinistrée.

### Activités des JDR

À la demande du gouvernement du pays sinistré ou d'une organisation internationale, la JICA envoie des équipes de secours, des équipes médicales et des équipes d'experts ou des équipes des Forces d'autodéfense du Japon, ainsi que du matériel de secours d'urgence.

#### 1. Équipe de Secours

L'équipe de secours a pour mission de rechercher les personnes disparues, de porter secours aux victimes, de leur dispenser les premiers soins et de les transférer en lieu sûr. Chaque équipe est constituée de représentants de l'Agence de la police nationale, de l'Agence de la sécurité maritime et de l'Agence de la défense contre les incendies. Toute équipe est prête à quitter le Japon dans les 24 heures qui suivent la demande d'aide d'un pays sinistré.

#### 2. Équipe Médicale

L'équipe médicale a pour mission de poser ou d'aider à

Figure 3-11 Déroulement des secours d'urgence en cas de catastrophe (hors apports financiers)

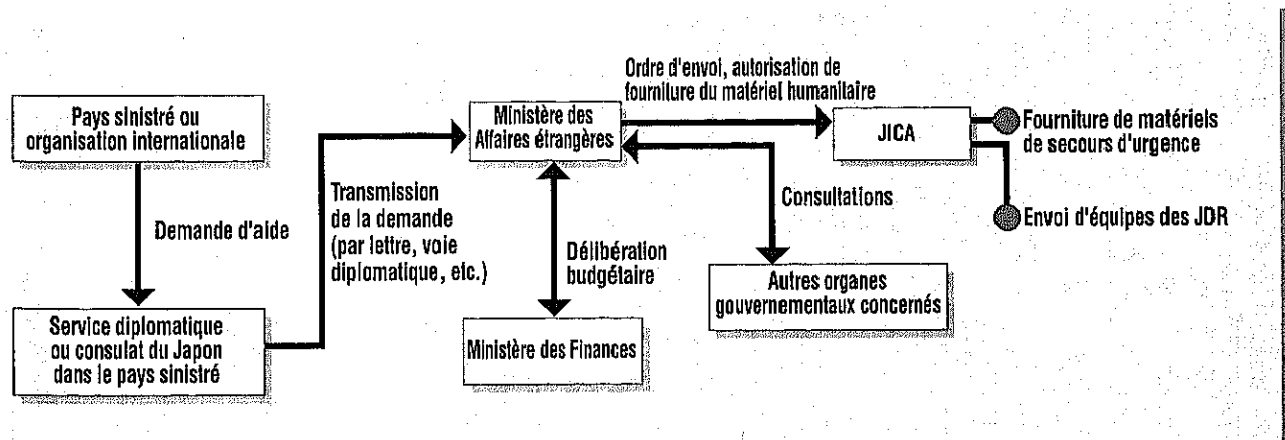
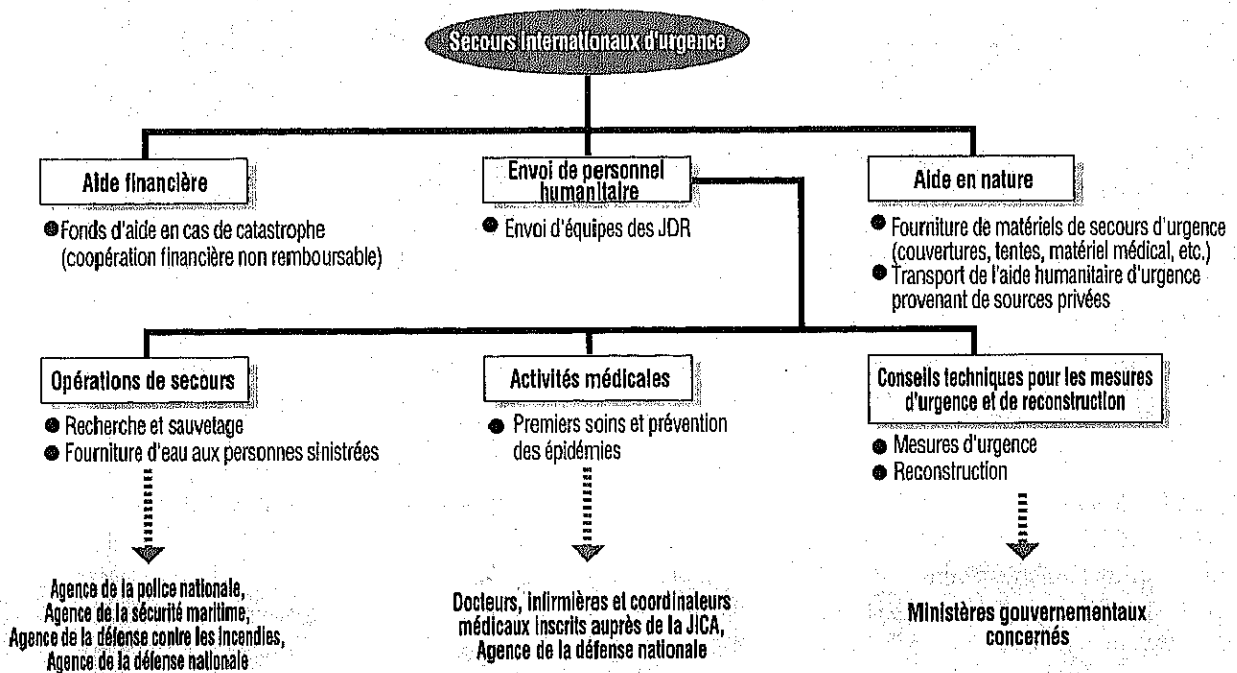


Figure 3-12 Système des secours internationaux d'urgence du Japon



poser le diagnostic des victimes et de prévenir les maladies infectieuses.

Chaque équipe est constituée de médecins, de personnel infirmier et de coordinateurs inscrits auprès du Secrétariat des JDR de la JICA.

L'une des spécificités des équipes médicales est d'avoir repris sur le terrain le relais des Japan Medical Team for Disaster Relief (JMTDR) qui dirigeaient les activités médicales avant la promulgation de la loi sur les JDR.

Au mois d'avril 2002, le programme comptait 606 membres (197 médecins, 260 infirmiers, 21 pharmaciens, 29 coordinateurs médicaux et 99 experts logistiques).

### 3. Équipe d'Experts

L'équipe d'experts prend des mesures d'urgence à la suite de catastrophes et fournit des conseils sur les méthodes de rétablissement. Elle est composée d'experts et de techniciens recommandés par les ministères et les organismes compétents en fonction du type de catastrophe.

### 4. Forces d'Autodéfense

Les Forces d'autodéfense du Japon peuvent être envoyées lorsqu'une catastrophe importante exige de gros apports d'aide et lorsque des actions doivent être entreprises d'une manière autonome dans la zone sinistrée.

Elles contribuent aux secours d'urgence (sauvetage, interventions médicales et reconstruction), aux transports, à l'aide de bateaux, d'avions et d'hélicoptères, ainsi qu'à l'approvisionnement en eau potable, en mettant à disposi-

tion des purificateurs d'eau.

### 5. Fourniture de Matériels de Secours d'Urgence

Du matériel de secours tel que couvertures, tentes, purificateurs d'eau, générateurs et produits pharmaceutiques, est fourni comme secours d'urgence et pour faciliter le processus de remise en état.

Pour que ces fournitures puissent être distribuées rapidement et en quantités suffisantes, il faut prévoir de grandes quantités en termes d'approvisionnement et de stocks. Des entrepôts sont situés dans cinq pays : au Japon (Narita), à Singapour, au Mexique, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les fournitures sont gérées suivant le système le plus approprié.

En cas de catastrophe majeure, des secours supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires. Dans les cas de ce type et à la demande des pays sinistrés, la JICA assure gratuitement la collecte et le transport vers la région sinistrée de dons en nature fournis par des collectivités locales, des organisations privées et des particuliers. Généralement, les dons recueillis sont remis au gouvernement destinataire par l'ambassade du Japon dans le pays concerné.

## Efforts d'Amélioration

### Amélioration du Système d'Étude et de Formation

Les interventions en matière d'aide à l'étranger s'inscrivent dans des sociétés dont les coutumes, les langues et les

réseaux de communication sont différents de ceux du Japon.

Pour que l'action dans les zones sinistrées soit aussi efficace que possible, la JICA fait bénéficier les équipes de secours et les équipes médicales d'études et de formations mettant l'accent sur le renforcement du travail d'équipe et la prise en compte des situations d'urgence les plus diverses.

Pour que la mise en œuvre des secours d'urgence soit encore plus rapide et plus adaptée, un groupe de travail est dépêché en soutien aux équipes médicales. Ce groupe a pour mission d'effectuer périodiquement des contrôles afin d'améliorer la qualité des cours de formation, de préparer les petites fournitures médicales, d'assurer un approvisionnement efficace et de gérer les équipements, mais aussi d'améliorer les politiques en matière de soins de santé et enfin, d'évaluer et de promouvoir les activités des JDR.

### ■ Renforcement de la Cohésion avec les Organismes Internationaux et les ONG

Les organismes d'aide des grands pays et les organisations internationales fournissent généralement un soutien aux secours sur les lieux des grandes catastrophes. Le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'assistance humanitaire (UNOCHA) a quant à lui institué un système de coordination des opérations de secours en cas de catastrophe. Dans ce cadre, la JICA s'emploie énergiquement à nouer des alliances avec les organisations concernées, afin de contribuer à la mise en œuvre rapide des secours d'urgence sur le lieu des sinistres.

Dans certains cas, des organisations non gouvernementales (ONG) japonaises ont déjà mis en place des opérations de secours avant l'arrivée des JDR sur les sites sinistrés. Les JDR profitent alors des informations fournies par ces mêmes ONG pour coordonner leurs efforts avec les autres intervenants, afin que leur action soit la plus rapide et la plus efficace possible.

## Front Line

### Mission d'Évaluation du Grand Tremblement de Terre en Afghanistan

Les Obstacles Surmontés Grâce à la Coopération avec les ONG

Afghanistan

Secours en Cas de Catastrophe

#### ◆ Un terrible tremblement de terre

Le 25 mars 2002, un séisme d'une magnitude de 5,9 sur l'échelle de Richter a frappé le nord de l'Afghanistan. L'autorité afghane provisoire a alors demandé une aide humanitaire d'urgence à la communauté internationale. Le gouvernement japonais a répondu présent de trois manières : tout d'abord le 27 mars, en débloquant 50 millions de yens (soit environ 400 000 dollars) au titre du fonds d'aide en cas de catastrophe, le 28 mars ensuite, en décidant d'envoyer une mission composée de membres du ministère des Affaires étrangères du Japon et de la JICA, afin d'évaluer les besoins sur le terrain, et le 29 mars enfin, en décidant de fournir 1 000 matelas et 300 rouleaux de feuilles de plastique dans le cadre des secours d'urgence.

Entrés le 29 mars dans Kaboul, les membres de la mission d'évaluation ont coordonné leur action avec l'autorité provisoire, les Nations unies et les organisations non gouvernementales (ONG). Parallèlement, ils ont cherché un moyen d'accéder à Nahrin, l'épicentre de la catastrophe, afin d'évaluer les dégâts avec les victimes.

#### ◆ Une route semée d'embûches

Pour accéder à la ville de Nahrin, il faut franchir le col enneigé de Salang par un tunnel de 3 363 mètres de long, dans les montagnes de l'Hindu Kuch et cheminer ensuite sur les routes non revêtues de la province de Baghlan. Le tunnel du col avait été construit lors de l'invasion par l'Armée rouge, mais il avait ensuite été détruit en 1996 par les talibans pour contrer l'invasion des forces de l'Alliance du Nord. Rouvert en janvier 2002 grâce à l'aide de la Russie et de la France, le tunnel a toutefois été fréquemment fermé à cause de véhicules accidentés ou tombés en panne.

La route était gelée en surface dans le tunnel et tous les ponts des routes conduisant au tunnel avaient été détruits. Un pont de fortune a été construit par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), permettant de circuler sur une voie dans un sens ou dans l'autre suivant les jours. Selon certaines informations, des mines terrestres seraient encore enfouies dans les routes de la province de Baghlan.

Après une première tentative infructueuse pour emprunter la seule route praticable, la mission d'évaluation est



Quartier général des secours d'urgence sur le terrain

parvenue à rallier saine et sauve la région sinistrée de Nahrin, où elle a entrepris de réunir des informations et de coordonner la distribution du matériel de secours d'urgence. Avec l'aide de Peace Winds Japan et JEN, deux ONG japonaises œuvrant en Afghanistan, la mission d'étude a réussi à acheminer l'aide humanitaire, de Kaboul, la capitale, jusqu'au quartier général des secours dans la zone sinistrée. Malgré bien des difficultés, les ONG et les membres de la mission ont ainsi pu mettre en pratique leur savoir-faire et secourir efficacement les victimes du séisme.

(Coordinateur des JDR)



# Renforcement des Liens avec les Personnes d'Ascendance Japonaise Vivant à l'Étranger

— Appui aux Émigrés Japonais et à leurs Descendants —



Personnes d'ascendance japonaise suivant un cours d'informatique durant une formation au Japon

## Émigrés Japonais d'Après-Guerre et leurs Descendants

### ■ Le Rôle Essentiel des Émigrés de la Deuxième à la Quatrième Génération

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, quelque 73 000 Japonais ont émigré avec l'aide de la JICA et d'autres organisations, et la population des personnes d'ascendance japonaise vivant à l'étranger est estimée à environ 2,5 millions de personnes.

Les émigrés japonais et leurs descendants ont surmonté de multiples difficultés un peu partout dans le monde avant de constituer des communautés parvenues à maturité dans les pays d'adoption. Après la guerre, de nombreux Japonais sont partis s'installer au Brésil et dans d'autres parties d'Amérique latine, où ils contribuent aujourd'hui d'une manière très positive au développement industriel et économique, notamment dans le secteur de l'agriculture.

Une nouvelle génération de personnes d'ascendance japonaise émerge maintenant dans ces pays et ces communautés se composent à ce jour en grande partie de membres allant de la deuxième à la quatrième génération. Ceux-ci sont des personnalités influentes dans les domaines politique, administratif, économique, universitaire et culturel, et contribuent d'une manière significative au développement de ces pays. Ces efforts jouent également un rôle déterminant en faveur de la coopération internationale.

Dans les pays comprenant de grandes communautés d'émigrés japonais, l'intérêt pour le Japon s'amplifie avec les générations. L'existence de ces communautés contribue notablement à promouvoir l'amitié et la coopération entre le Japon et ces pays.

## Appui aux Émigrés Japonais

### ■ Réforme et Révision du Programme d'Émigration

Depuis l'exercice 1994, la JICA a apporté les modifications suivantes à son programme d'émigration :

1) Suspension des services

Les actions de formation et les services relatifs au départ des candidats à l'émigration ont été suspendus au cours de l'exercice 1994.

2) Accent sur la coopération internationale

Tout en s'efforçant d'assurer la stabilité des conditions de vie des Japonais ayant émigré avec un appui de la JICA, l'Agence met désormais l'accent sur la coopération internationale et prévoit d'accroître l'appui et la coopération pour les communautés japonaises à l'étranger.

Parmi les projets associant les communautés japonaises à l'étranger qui relèvent du programme d'émigration, la JICA est attentive à ceux qui sont fortement axés sur la coopération technique (stages de formation au Japon et envoi d'experts et de volontaires japonais). Cette initiative, qui fait partie du programme de coopération technique de la JICA depuis l'exercice 1996, se décline de la manière suivante :

- 3) Formation au Japon des membres de communautés japonaises à l'étranger ;
- 4) Envoi d'experts auprès des communautés japonaises à l'étranger ;
- 5) Envoi de volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger ;
- 6) Envoi de volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger.

### ■ Activités Diverses

En relation avec le programme d'émigration, la JICA entreprend les activités suivantes :

#### 1. Relations Publiques pour une Meilleure Compréhension

Pour mieux faire connaître aux Japonais le processus d'émigration et les communautés japonaises établies à l'étranger, les activités des émigrés et des personnes d'ascendance japonaise sont présentées par divers moyens :

- 1) Publication du magazine bimestriel *Kaigai Iju* (Émigration) ;
- 2) Invitation au Japon de personnalités issues de ces communautés ;
- 3) Octroi de subventions pour faciliter l'organisation de

conférences destinées à des personnes d'ascendance japonaise vivant hors du Japon.

## 2. Formation de Descendants d'Émigrés

### 1) Formation d'élèves des écoles de japonais

De bons élèves des écoles de japonais à l'étranger sont invités chaque année à séjourner au Japon pendant un mois pour y acquérir une expérience directe de la culture et de la société japonaises. Il leur est ainsi possible de suivre les cours d'un lycée ou d'un collège et d'habiter dans une famille pour améliorer leurs connaissances linguistiques. Lancé depuis l'exercice 1997, ce programme se déroule chaque année sur un mois. Au cours de l'exercice 2001, 43 élèves ont bénéficié de cette formation.

### 2) Formation technique avant le retour dans le pays de personnes d'ascendance japonaise travaillant au Japon

Des personnes d'ascendance japonaise qui ont travaillé au Japon et possèdent les aptitudes requises peuvent bénéficier d'une formation technique avant de rentrer dans leurs pays d'adoption, pour leur permettre de contribuer au développement de ces derniers. Les formations de ce type ont commencé en 1993. Au cours de l'exercice 2001, douze personnes ont ainsi suivi des cours sur l'amélioration de la productivité et de la qualité, et des cours d'informatique.

### 3) Cours de japonais pour personnes d'ascendance japonaise séjournant au Japon

Pour permettre à des personnes d'ascendance japonaise séjournant au Japon de mieux connaître la culture japonaise, des stages d'un mois sur la civilisation et la langue japonaises sont organisés deux fois par an.

### 4) Formation d'étudiants d'ascendance japonaise

Des bourses d'études sont fournies pour des cours organisés deux fois par an par l'Association des Japonais à l'étranger. Cette formation est surtout destinée à des jeunes d'ascendance japonaise étudiant au Japon grâce aux aides des administrations locales.

## 3. Appui aux Émigrés

Divers projets sont actuellement mis en œuvre pour fournir un appui aux émigrés et améliorer leurs conditions de vie.

### 1) Extension des systèmes d'exploitation agricole

La JICA mène des actions pour améliorer les techniques agricoles employées par les émigrés, telles que l'envoi d'agronomes du Brésil, des formations aux techniques utilisées dans les pays industrialisés, la promotion de groupes de recherche agronomique et des formations techniques pour le personnel de coopératives agricoles.

### 2) Soins médicaux et hygiène

La JICA soutient le fonctionnement de cinq cliniques au Paraguay et en Bolivie. Elle fournit également une aide médicale à des émigrés installés en Bolivie et au Paraguay, au moyen de contrats signés avec des médecins locaux. Enfin, elle octroie des bourses à des étudiants en médecine

et des élèves-infirmiers de ces pays.

### 3) Éducation et culture

La JICA fournit des subventions dans ce domaine sous de nombreuses formes, notamment des primes accordées à des professeurs pour soutenir l'enseignement dans les langues locales. Une aide à l'enseignement du japonais est apportée par des stages pour les pays tiers\* destinés aux professeurs de japonais d'Amérique latine. Au cours de l'exercice 2001, une formation de ce type organisée à Buenos Aires (Argentine) a été suivie par 37 professeurs. La JICA octroie par ailleurs des primes aux enseignants et participe à l'achat du matériel pédagogique.

### 4) Aide en faveur du secteur social et des infrastructures

Au cours de l'exercice 2001, des apports au titre de la coopération financière non remboursable ont été fournis au Brésil pour la construction, à Sao Paulo, d'un foyer pour personnes âgées ayant des besoins spéciaux, ainsi qu'au Paraguay, pour des travaux de réparation de ponts en bois.

## 4. Découpage de Zones d'Implantation en Lots d'Habitation

La JICA procède à un travail de découpage des zones d'implantation d'émigrés japonais en lots d'habitation. Au cours de l'exercice 2001, six zones d'implantation au Paraguay ont été découpées en lots d'habitation.

## 5. Prêts Commerciaux

La JICA accorde des prêts à des entreprises dirigées par des émigrés et à des groupements d'entreprises qui contribuent à la pérennité et à la stabilité des communautés d'émigrés japonais. Au cours de l'exercice 2001, des prêts à hauteur de 161,47 millions de yens ont été accordés à des émigrés établis en Bolivie et au Paraguay.

## 6. Études sur l'Émigration

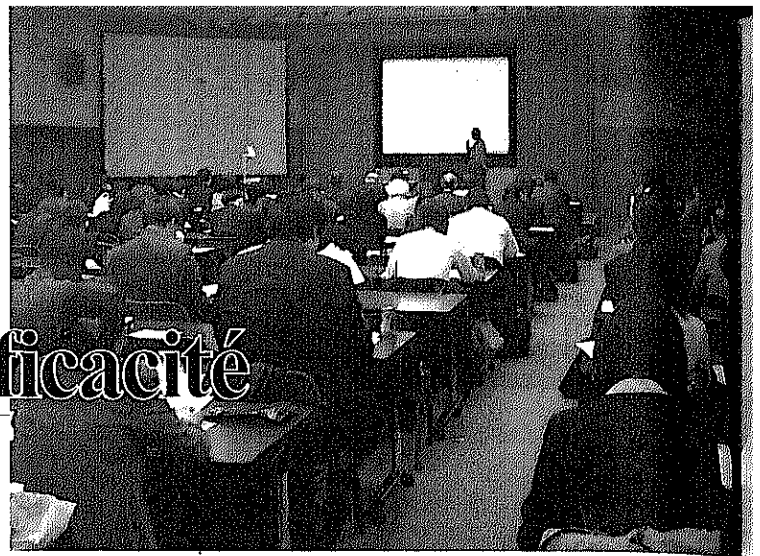
Des études sont réalisées chaque année pour réunir des données de base susceptibles de faciliter la fourniture d'aide et de conseils aux émigrés japonais et à leurs descendants, et de contribuer à une meilleure compréhension des communautés japonaises à l'étranger. Au cours de l'exercice 2001, la JICA a réalisé des études économiques sur des exploitations agricoles de cinq pays d'Amérique latine, collecté et analysé des documents concernant l'émigration, et enregistré des histoires racontées par des émigrés, le tout pour une exposition au musée de l'Émigration japonaise, ouvert au cours de l'exercice 2002, dans les locaux du Centre international de la JICA à Yokohama.

Depuis l'exercice 1993, la JICA procède à des consultations sur des questions touchant à la vie quotidienne d'émigrés japonais travaillant au Japon.

# Chapitre 3

## L'Accent sur l'Efficacité

### — Évaluation —



Scène à l'occasion du séminaire d'évaluation sur la contribution de la JICA dans le domaine de l'aide et de la consolidation de la paix, qui s'est tenu le 13 mars 2002.

### Portée et Objectif de l'Évaluation

#### ■ L'Importance de l'Évaluation Reconnue

Pour l'efficacité et la transparence de l'aide aux pays en développement (PED), il convient d'identifier, de formuler et de mettre en œuvre des projets adaptés aux besoins de ces pays. À l'achèvement des projets, comme par la suite, il est essentiel d'évaluer leur efficacité. Les enseignements de l'évaluation doivent alors être pris en compte dans les activités de suivi, ainsi que dans l'élaboration et l'exécution de nouveaux projets de manière à améliorer la productivité de l'aide. Il est également important de publier ces résultats.

Dans cette optique, la JICA a mis en place, en juillet 1981, un Comité d'étude des évaluations chargé d'examiner le processus d'évaluation des projets de l'Agence et d'élaborer des méthodes d'évaluation.

Actuellement, en plus des évaluations conduites par chaque division en charge du projet, le Bureau des évaluations et des contrôles postérieurs aux projets, qui dépend du Département de la planification et des évaluations, assure en totalité la planification et la coordination des évaluations de projets par la JICA.

Suite aux graves problèmes financiers du Japon ces dernières années, des débats animés ont eu lieu dans différents milieux sur des thèmes, tels que le sens de l'aide publique au développement (APD) et la forme que devrait prendre l'aide japonaise. Certains ont par ailleurs proposé de privilégier désormais la qualité et non le volume dans la fourniture d'APD. Cette discussion a permis de redécouvrir le rôle et l'importance de l'évaluation en tant que méthode efficace pour relever la qualité de l'APD et assurer la transparence. En mars 2000, le Comité d'examen de l'évaluation de l'aide (sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères) a publié le « Rapport sur la réforme du système d'évaluation de l'APD du Japon ». En février 2001, le Groupe d'étude sur l'évaluation de l'APD (même ministère de tutelle) a soumis des propositions pour renforcer le système d'évaluation et améliorer les activités correspondantes.

S'inspirant de ces débats et de ces propositions, la JICA prend des mesures en amont afin de renforcer et d'améliorer

l'évaluation de ses projets. Cela passe notamment par l'établissement d'un système cohérent, de l'évaluation ex ante à l'évaluation ex post en passant par l'évaluation à mi-parcours et par le recours à des experts externes.

#### ■ Intégration des Résultats de l'Évaluation sur le Site des Projets

Ayant pour vocation d'apporter une assistance technique et de promouvoir l'aide financière non remboursable, la JICA assure le suivi nécessaire en fonction de la pertinence, de l'incidence et de la viabilité des projets de coopération. Différents types d'évaluations sont réalisés et leurs résultats intégrés au stade de la planification, de la formulation et de la mise en œuvre, dans le souci d'améliorer les projets (voir la Figure 3-13).

Les résultats des évaluations sont publiés afin de garantir la transparence des projets. Ces évaluations ont donc un rôle important à jouer, en permettant notamment au grand public de mieux apprécier les programmes d'APD.

### Différents Types d'Évaluations

La JICA procède à des évaluations et des contrôles à différents stades du cycle du projet de manière à ce qu'il soit bien géré. Afin d'être plus efficace dans l'exécution des projets et de répondre d'une manière plus pertinente et plus flexible aux besoins des pays bénéficiaires de l'aide ainsi qu'aux changements de situations, la JICA s'efforce actuellement d'améliorer le contenu des évaluations ex ante et à mi-parcours.

#### ■ Évaluation au Niveau du Projet

##### 1. Évaluation Ex Ante

Elle intervient lorsqu'un PED effectue une demande de coopération pour un projet donné. Menée dans la phase de formulation avant le début de l'aide, son but est d'analyser en détail le projet, la pertinence de l'aide et les résultats prévisibles. Les premiers rapports des résultats de l'évaluation ex ante par projet ont été publiés durant l'exercice 2001.

## 2. Évaluation à Mi-parcours

Elle concerne les projets en cours d'exécution. L'objectif est d'analyser l'état d'avancement du projet et les besoins du pays bénéficiaire pour éventuellement décider de changer les plans établis à l'origine. Elle est réalisée par le département chargé du projet. Les résultats servent à formuler des plans plus efficaces et plus rationnels et à analyser les activités d'aide.

## 3. Évaluation de Fin de Projets

Effectuée en collaboration avec les organisations apparentées dans le pays bénéficiaire, elle fait intervenir l'étude et l'analyse des cinq critères suivants : pertinence, incidence, efficacité, rendement et viabilité, avec un accent particulier sur les trois derniers. L'objectif principal est de déterminer la nécessité de prolonger la coopération.

Ce type d'évaluation est effectué par le département chargé du projet ou par le bureau de représentation de la JICA dans le pays concerné.

Le choix du moment de son exécution varie selon la

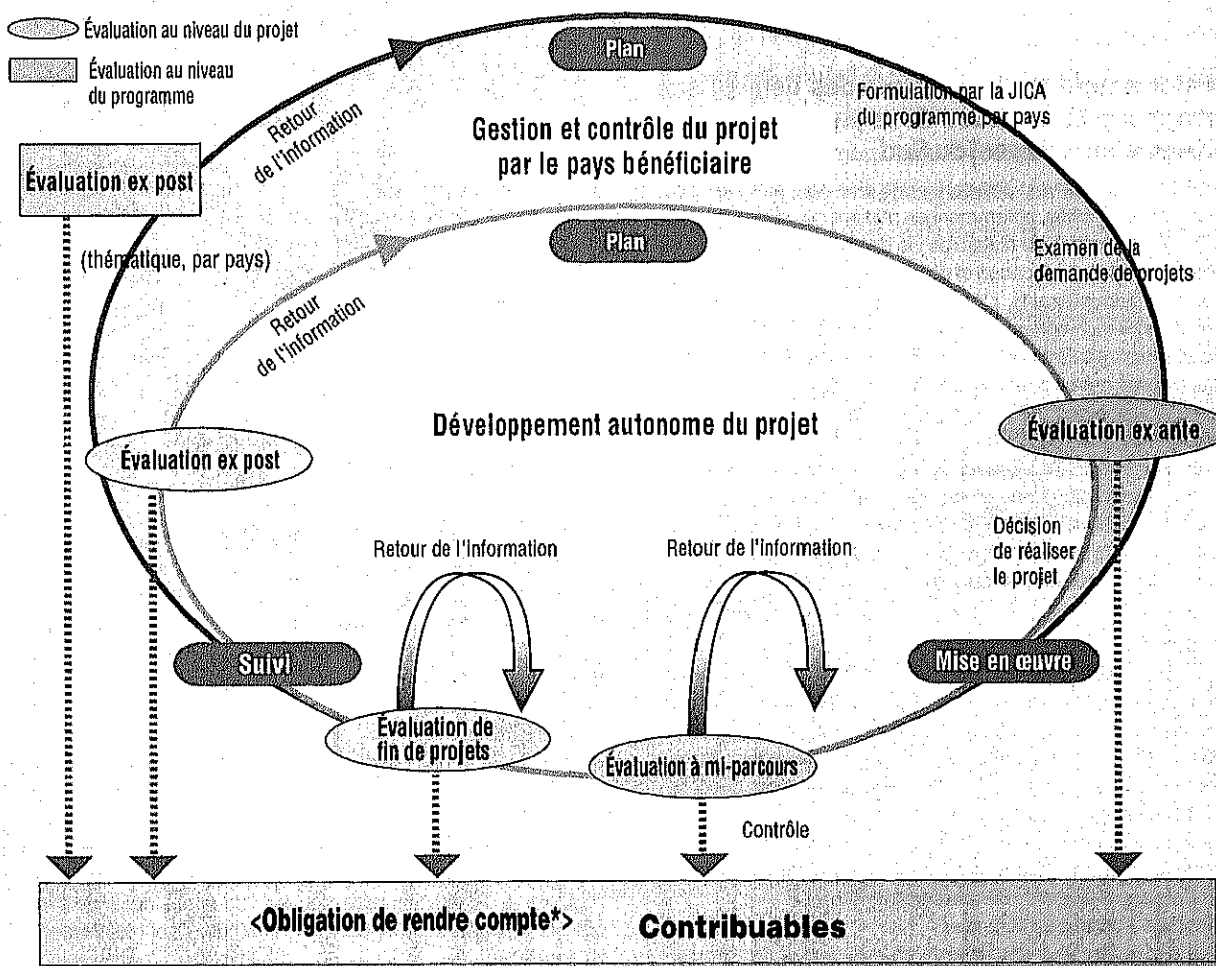
nature du projet. L'évaluation de fin de projets a lieu environ six mois avant l'échéance de l'aide, principalement pour la coopération technique de projet-type. Au cours de l'exercice 2001, des évaluations de ce type ont été réalisées sur 105 projets dans 39 pays.

## 4. Évaluation Ex Post

L'évaluation ex post par projet est effectuée plusieurs années après l'achèvement de la coopération dans le cadre de deux programmes : coopération technique de projet-type et coopération financière non remboursable. Elle est essentiellement destinée à vérifier l'impact et la viabilité des projets. Les résultats obtenus sont ensuite pris en considération dans la phase de planification des nouveaux projets.

Version révisée de l'ancien contrôle postérieur au projet, la mise en œuvre de ce type d'évaluation commence avec l'exercice 2002. Un système d'évaluation de projets cohérent, allant de l'évaluation ex ante à l'évaluation ex post, devrait donc bientôt être disponible.

Figure 3-13 Place de l'évaluation dans le cycle du projet



## Évaluation au Niveau du Programme

### 1. Évaluation Ex Post

Cette évaluation sert à tirer les enseignements qui contribueront à l'exécution efficace et rationnelle des projets dans le futur. Elle est réalisée un certain temps après l'arrêt de la coopération et se fonde sur les cinq critères utilisés pour l'évaluation de fin de projets, avec un accent particulier sur l'incidence et la viabilité.

Les résultats de ces évaluations sont pris en considération pour la mise en œuvre des projets par pays et servent à identifier et formuler de nouveaux plans. Dans le cas des évaluations par pays, des séminaires d'évaluation sur site sont par ailleurs organisés dans l'objectif de transmettre les résultats

aux participants au projet dans le pays bénéficiaire.

Au cours de l'exercice 2001, 14 évaluations ex post ont été réalisées dans 25 pays et des séminaires d'évaluation ont été organisés dans trois pays.

Le Bureau des évaluations et contrôles postérieurs aux projets et les bureaux de la JICA à l'étranger procèdent à différentes évaluations soit par sujet soit par auteur :

#### 1) Évaluation par sujet

##### a. Évaluation par pays

L'aide de la JICA dans le pays concerné est soumise à une évaluation détaillée. Les effets et les problèmes concernant l'action de la JICA dans son ensemble sont réunis et analysés. Les enseignements tirés ser-

## Gros Plan

### Évaluation Thématique Concernant les Programmes de Coopération JICA-ONG

#### Mise en Œuvre d'une Évaluation Minutieuse en Collaboration avec les ONG



Pleins feux sur la discussion de groupe

#### ◆ Renforcement de l'autonomie des défavorisés en appui à la réduction de la pauvreté dans la province de Sulawesi du Sud

L'objectif de la JICA est d'apporter une aide détaillée répondant à des besoins diversifiés, notamment en matière de développement social, par l'amélioration du niveau de vie de la population, ainsi que dans les secteurs de l'éducation et de la santé, par la modernisation des services administratifs. L'Agence conduit à cet effet le programme d'habilitation communautaire\* et délègue la mise en œuvre des projets aux organisations non gouvernementales (ONG) locales dans les pays en développement (PED).

Afin d'examiner les méthodes d'évaluation des projets réalisés en collaboration avec des ONG, le Bureau des évaluations et des contrôles postérieurs aux projets a préparé et mis en œuvre au cours de l'exercice 2001 une étude d'évaluation conjointe par des ONG japonaises et la JICA sur le renforcement de l'autonomie des défavorisés dans la province de Sulawesi du Sud (Indonésie) en vue de favoriser la réduction de la pauvreté.

#### ◆ Résultats de l'enquête

Ce projet de coopération concernait 655 ménages appartenant à 33 groupes d'auto-assistance composés de résidents locaux de 22 villages, répartis sur cinq préfectures, dans la province de Sulawesi du Sud (Célèbes du Sud). L'objectif consistait à relever les revenus et à soutenir l'autonomisation\* par des activités économiques, telles que l'élevage de volailles et la vente au détail. Afin de refléter au mieux les avis des résidents locaux, les membres des groupes d'auto-assistance participant aux ateliers furent interrogés individuellement dans le cadre de l'étude sur le terrain.

L'enquête a permis de constater :

1) Une augmentation des revenus dans la plupart des groupes d'auto-assistance, grâce aux activités économiques mises en place

2) La culture de l'esprit d'entraide entre résidents, grâce aux améliorations sur le plan de l'organisation

Toutefois, les problèmes suivants ont été soulevés :

1) Le groupe le plus pauvre de la communauté n'était pas toujours pris en compte.

2) Même si une amélioration de la capacité économique ou une augmentation des revenus a pu être constatée, le projet ne s'est pas traduit par une autonomisation\* sur les plans social et politique.

3) La communication entre l'ONG locale, qui est un organisme d'exécution, et la communauté, était insuffisante.

Ces problèmes devront être réglés à l'avenir.

#### ◆ À la recherche du meilleur mode d'évaluation possible

En règle générale, les projets de la JICA sont évalués en fonction de cinq critères : pertinence, incidence, efficacité, rendement et viabilité. Dans le cas présent toutefois, l'examen des sujets de préoccupation a été effectué par rapport aux évaluations d'un projet réalisé par une ONG locale et ce, grâce à l'expertise de trois membres de cette même ONG.

Les projets réalisés par les ONG étant différents des projets ordinaires de coopération technique sur le plan du système de gestion administrative et du contenu de l'aide, il convient d'ajouter trois critères aux cinq critères standards : (1) degré d'autonomisation de la population locale ; (2) amélioration de la capacité administrative de l'organisme d'exécution (ONG locale) ; (3) forme idéale de soutien que peut apporter la JICA. Ces nouveaux critères ont été inclus dans le rapport.

vent ensuite à définir la meilleure manière de coopérer avec le pays concerné à l'avenir.

b. Évaluation thématique

Elle concerne des domaines particuliers et des thèmes importants (l'environnement, la pauvreté, l'incidence sur les femmes) ainsi que des types de projets spécifiques. Les effets et les problèmes liés à la coopération de la JICA sont analysés en détail. Les enseignements tirés de cette évaluation sont utilisés pour déterminer la meilleure manière d'apporter une aide sur ces thèmes à l'avenir. Les moyens de coopération les plus efficaces concernant des thèmes spécifiques sont également étudiés.

2) Évaluation par auteur

a. Évaluation par des experts

Afin de garantir l'impartialité des évaluations et la transparence des projets de la JICA, des évaluations détaillées sous différentes perspectives sont confiées à des experts externes (universitaires, journalistes, représentants d'ONG et autres experts) connaissant l'aide au développement et les programmes de l'Agence.

b. Évaluation conjointe

Ce type d'évaluation est mené conjointement par des organismes apparentés et d'autres donateurs\* (pays et organismes donateurs) présents dans les pays bénéficiaires. Les évaluations associant les pays bénéficiaires permettent d'obtenir une perception commune des effets et des problèmes liés à la coopération de la JICA. Elles constituent un outil performant pour l'apprentissage des techniques d'évaluation et l'amélioration des capacités des pays bénéficiaires dans ce domaine. Les évaluations conduites avec d'autres donateurs sont également très efficaces en ce qu'elles permettent aux différents partenaires d'étudier leurs méthodes respectives et de renforcer la coopération.

c. Évaluation par des organisations externes

Par souci de qualité et de neutralité, les évaluations sont confiées à des organisations externes de recher-

che dans l'aide au développement et à des consultants : (1) capables d'élaborer des plans, de réunir et d'analyser des informations, et (2) connaissant bien les rouages de l'aide au développement et de la coopération technique.

d. Contrôle des projets au niveau local

Ce nouveau système, qui a été introduit au cours de l'exercice 2000, consiste en un contrôle, par des ONG locales et des experts-résidents, des effets des projets de la JICA et de leur apport pour la communauté locale et ses autres bénéficiaires.

Les résultats de ce contrôle sont utilisés pour revoir le contenu de l'aide et pour identifier et formuler de nouveaux projets.

### Exploitation des Résultats

La JICA se sert de ces résultats pour préparer les programmes par pays, formuler de nouveaux projets et statuer sur l'opportunité d'un suivi pour les projets soumis à l'évaluation. Depuis l'exercice 1995, les résultats des évaluations de fin de projets et des évaluations ex post sont publiés dans un rapport annuel d'évaluation (en anglais). Ces publications renforcent la transparence des projets de la JICA et permettent de mieux sensibiliser la population. L'Agence s'efforce en outre de faire paraître sur la page d'accueil de la JICA un grand nombre de rapports et notamment les documents précités.

Des séminaires d'évaluation sont organisés localement à l'intention des intervenants directs dans le pays bénéficiaire et des autres donateurs pour leur permettre de parfaire leur connaissance des projets de la JICA. Les résultats de ces évaluations sont utilisés pour planifier et mettre en œuvre des projets encore plus efficaces et plus productifs.

# Programmes après l'Achèvement des Projets de Coopération

— Suivi —



Suivi d'un équipement à la Station de télévision nationale du Laos

## Suivi et Coopération Ulérieure

### ■ De la Nécessité de Comprendre la Situation à l'Achèvement des Projets

Dans le cadre de certains programmes, tels que l'accueil de participants à une formation technique, la coopération technique, les études de développement et l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), la JICA peut apporter une aide complémentaire sous forme de suivi ou de coopération ultérieure\*. Le choix de l'intervention est défini en fonction de la situation des stagiaires dans leur pays d'origine ou du contexte dans lequel s'inscrit le projet à son achèvement.

Dans certaines circonstances, les matériels fournis dans le cadre d'activités de coopération technique ou les installations et les équipements construits grâce à la coopération financière non remboursable posent des problèmes susceptibles de perturber le fonctionnement autonome des projets après leur achèvement. Il convient dans ce cas d'encourager l'autonomisation des pays bénéficiaires et de leur fournir un soutien supplémentaire quant ils ne parviennent pas à régler les problèmes par leurs propres moyens en temps opportun. Pour prolonger la coopération japonaise d'une manière plus efficace et plus durable, la JICA procède alors à l'envoi de pièces de rechange ou à l'affectation d'ingénieurs.

À cet effet, la JICA et principalement ses bureaux à l'étranger s'efforcent de bien comprendre la situation locale et l'environnement des projets même après leur achèvement.

## Activités par Programme

### ■ Coopération Ulérieure pour le Programme de Formation Technique

Dans le cadre du programme de formation technique, l'apport en matière de coopération ultérieure de la JICA se manifeste par le soutien à des associations d'anciens stagiaires. Une fois retournés chez eux, les ex-stagiaires de la JICA servent en effet de passerelles entre leurs pays et le Japon.

À la fin de l'exercice 2001, on comptait 84 associations de ce type dans 78 pays. Si les associations se focalisent sur des activités d'échange, liées notamment à l'introduction de la culture japonaise, elles sont de plus en plus nombreuses récemment à s'attaquer aux problèmes de développement social dans leurs pays. Au Pakistan, par exemple, une association d'anciens stagiaires dispense gratuitement des soins médicaux.

La JICA aide financièrement ces associations qui sont très importantes pour l'Agence en ce qu'elles constituent un inestimable réseau de soutien pour ses programmes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce soutien s'est exprimé par un séminaire destiné à une meilleure compréhension des programmes de la JICA dans les zones reculées.

Parallèlement, nous envoyons aux anciens stagiaires des documents dans leurs disciplines respectives, pendant une certaine période après leur retour chez eux. Nous fournissons aussi les équipements requis pour l'exploitation sur le terrain du savoir-faire acquis durant la formation au Japon, à chaque fois que cela est particulièrement important pour le succès d'un plan d'aide par pays ou pour résoudre un problème urgent.

### ■ Coopération Ulérieure pour le Programme d'Invitation de Jeunes Adultes

Dans le cadre du programme d'invitation de jeunes adultes (PIJA), des missions de coopération ultérieure sont envoyées dans divers pays pour renforcer les liens d'amitié noués lors des visites de jeunes de ces pays au Japon. Ces missions sont composées de jeunes Japonais qui se sont liés avec les visiteurs étrangers, de familles qui ont accueilli ces derniers pendant leur séjour au Japon et d'agents des organisations concernées.

Au cours de l'exercice 2001, trois missions de coopération ultérieure ont été envoyées dans trois pays, Philippines, Malaisie et Vietnam, où les liens d'amitié avec d'anciens participants au programme ont pu être renoués. Les membres de ces missions ont visité les endroits dans lesquels ces anciens participants travaillent et vivent aujourd'hui et ont

été assurés de rencontres amicales et d'un accueil chaleureux partout où ils se sont rendus.

Les activités des associations d'anciens participants au PIJA dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se développent activement. La JICA les encourage par des apports de coopération financière non remboursable. Les différentes associations d'anciens stagiaires organisent chaque année des réunions d'échange. Elles assurent par ailleurs elles-mêmes la promotion de projets d'échange avec le Japon et organisent des loisirs pour les jeunes et des expositions de photographies et de peintures. Elles servent donc de passerelles entre leurs propres pays et le Japon, tout en jouant de nouveaux rôles pour le développement social et la formation des jeunes dans leurs pays.

Les liens d'amitié forgés entre le Japon et les différents pays par le programme d'invitation de jeunes adultes se développent rapidement grâce au programme de coopération ultérieure.

### ■ Suivi des Programmes de Fourniture d'Équipements et de Coopération Financière Non Remboursable

Lorsque la situation financière d'un pays bénéficiaire se détériore, il peut éprouver des difficultés à entretenir et à gérer les équipements et installations livrés grâce aux programmes de fourniture d'équipements et de coopération financière non remboursable. Ces équipements et installations peuvent aussi être endommagés en raison d'une catastrophe naturelle. Ainsi, une technologie transférée moyennant des efforts considérables ou des installations et des machines sont-elles insuffisamment exploitées. Dans les cas de ce type, la JICA assure un suivi en fournissant des pièces de rechange ou en réparant les machines et les équipements, tout en encourageant l'autonomisation du pays bénéficiaire. Cette aide est destinée à garantir un développement durable\*.

Un suivi de ce type a été apporté dans le cas du Centre Chine-Japon pour la jeunesse. Ouvert en 1991 pour la promotion des échanges culturels et éducatifs, non seulement entre les jeunes de Chine et du Japon, mais aussi du monde entier, il présentait dix ans après sa création des signes apparents de délabrement. Le gouvernement chinois a fait rénover la piscine, le local d'entraînement et les habitations, mais pour ce qui est du Grand Théâtre du Centenaire, symbole de l'amitié sino-japonaise, des difficultés techniques ont amené la Chine à demander au Japon d'assurer un suivi. La scène, l'éclairage et la sonorisation ont alors été révisés du point de vue de la sécurité et de la maintenance et le théâtre a rouvert ses portes. Diverses cérémonies sont prévues en 2002, date du trentième anniversaire du rapprochement entre les deux pays.

Un suivi a également été apporté sous forme de maintenance d'installations médicales dans les hôpitaux de divers

pays : Inde, Indonésie, Vietnam, Kenya, Salvador et Fidji.

En Mongolie, plusieurs bus parmi la centaine de véhicules livrés par le Japon ont déjà dépassé 500 000 km. Pour assurer leur sécurité, des pièces et des courroies ont été fournies, ainsi que des instructions techniques pour l'entretien et la réparation. Les bus ainsi réparés transporteront les habitants d'Oulan Bator, la capitale la plus froide au monde.

### ■ Suivi du Programme d'Étude de Développement

Des études de suivi sont réalisées pour évaluer l'état d'avancement des projets entrepris après des études de développement, dans le but d'accroître l'efficacité de ces dernières, et les résultats sont pris en compte pour les études suivantes.

Au cours de l'exercice 2001, des études de suivi ont été réalisées pour 1 809 études de développement lancées après août 1974 et terminées avant la fin de l'année fiscale 2000. Les études ont été classées suivant différentes catégories : pays et région, date d'achèvement, type et secteur. L'état d'avancement des différents projets et la manière dont leurs études ont été utilisées ont été soumis à un contrôle et une analyse, et les propositions d'amélioration ont été réunies dans un rapport.

Comme l'année précédente, sept études de suivi ont été réalisées dans le domaine de l'eau (approvisionnement et eaux souterraines) au cours de l'exercice 2001. Les projets concernés s'appuient sur la coopération financière non remboursable et s'adressent directement aux groupes défavorisés des zones urbaines et rurales. Les résultats sont donc aisément visibles.

Suite à l'étude du plan d'exploitation des eaux souterraines effectuée au Laos dans les préfectures de Champassak et Sawaran, l'organisme d'exécution partenaire a fait réaliser des travaux grâce à des fonds publics et d'autres agences et peut désormais couvrir les dépenses d'exploitation dans le cadre du projet de coopération. Il s'agit d'un exemple très important d'activités de conseil sur site (transfert de technologie\*) résultant d'études de développement dans divers domaines (exploration géophysique, études hydrogéologiques et forage).

Le rapport de l'étude d'évaluation souligne toutefois qu'il reste des efforts à accomplir sur le plan de l'analyse sociale, de l'analyse organisationnelle et de la participation.

Dans l'étude de suivi, des évaluations ont été réalisées sur la durabilité et la faisabilité de telles études. Les enseignements tirés de ces évaluations seront utilisés pour planifier d'autres études de développement.

### ■ Suivi du Programme des Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Étranger (JOCV)

L'évolution des conditions sociales et économiques rend parfois nécessaire des actions complémentaires de coopération sous la forme d'envoi de missions bien que le projet



soit parvenu à son terme. Dans les cas de ce type, des JOCV sont envoyés en mission individuelle suivant les demandes soumises par le pays bénéficiaire afin d'accroître l'impact de la coopération.

Cela a été le cas de trois projets : soutien au développement régional intégré dans la préfecture de Bal, située dans la province de Sulawesi-Sud en Indonésie, coopération pour la promotion de la végétation à Karey-Gorou au Niger et amélioration de l'enseignement de l'arithmétique au Honduras.

Démarré pour cinq ans en janvier 1995 par l'envoi d'un groupe de JOCV, l'objet du premier de ces projets est de soutenir en Indonésie le plan de développement régional intégré, en mettant l'accent sur l'amélioration des revenus agricoles dans la préfecture de Bal. Les activités spécifiques poursuivies sont très variées :

- 1) Réparation, maintenance et gestion des installations d'irrigation
- 2) Amélioration et diffusion de méthodes de culture des espèces végétales
- 3) Propositions d'amélioration des méthodes de gestion commerciale
- 4) Soins attentifs au bétail

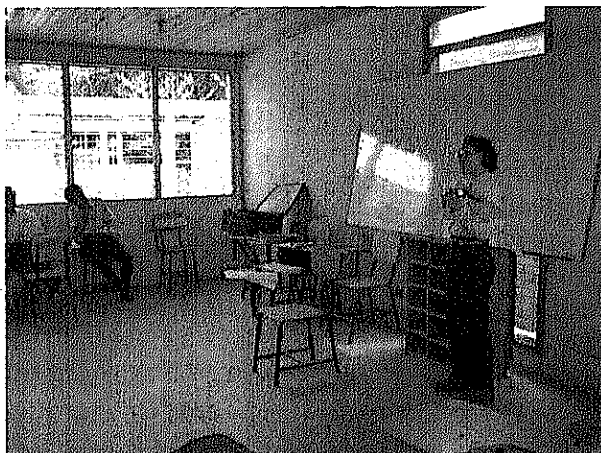
5) Améliorations du cadre de vie (santé, hygiène et distribution d'eau)

En décembre 1999, juste avant la date d'échéance du projet, une étude d'évaluation a été réalisée afin d'examiner les résultats des activités de coopération durant les cinq années écoulées. L'étude a montré aux deux gouvernements concernés les trois points pour lesquels les résultats n'ont pas été à la hauteur des effets escomptés et pour lesquels un suivi s'avère nécessaire :

- 1) Promotion des activités concernant le bétail
- 2) Exploitation du centre de semis
- 3) Distribution de semences potagères

En réponse à ces suggestions et à la demande du gouvernement indonésien, la JICA a décidé de prolonger pendant deux ans encore l'envoi de groupes de JOCV et a détaché pour ce projet six volontaires investis de missions spécifiques dans le cadre d'une coopération de suivi.

En décembre 2001, les activités de suivi ont été achevées dans les temps. L'étude réalisée en avril 2002 pour évaluer les résultats ainsi obtenus montre que les objectifs poursuivis par les activités initiales ont été atteints.

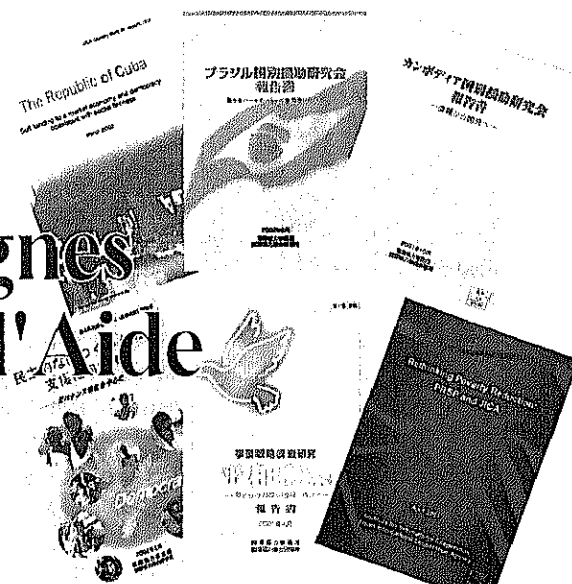


Activité de suivi : JOCV détachée dans le cadre du projet d'amélioration de l'enseignement de l'arithmétique au Honduras

# Chapitre 4

## Élaboration des Lignes Directrices pour l'Aide

— Recherche —



Exemples de rapports d'étude publiés au cours de l'exercice 2001

### Objectifs du Programme

Avec la fin de la guerre froide et l'avancée de la mondialisation, l'attention s'est focalisée sur les problèmes de portée mondiale\*, tels que la réduction de la pauvreté, la consolidation de la paix, les problèmes d'approvisionnement en eau et la prévention du VIH/sida. Ces toutes dernières années, en raison de la rigueur financière prévalant au Japon, alliée à l'augmentation du nombre de pays bénéficiaires et la diversification des besoins d'aide, il s'est avéré nécessaire d'apporter une aide plus efficace et plus rationnelle. À cette fin, nous devons évaluer avec précision les besoins des pays en développement (PED) et réagir avec souplesse aux nouvelles tendances au sein de la communauté internationale.

Les activités de recherche jouent un rôle important dans la formulation de lignes directrices permettant de faire face à ces problèmes et de trouver les moyens de répondre aux besoins spécifiques des pays et des régions. Les activités de recherche sont conduites par des groupes comprenant des experts externes, affiliés pour la plupart à des universités ou à des instituts de recherche, des spécialistes du développement\* et du personnel de la JICA.

Outre leur objectif essentiel, à savoir l'élaboration de lignes directrices, ces activités contribuent activement à la formation de réseaux reliant la JICA avec ces universités et instituts de recherche.

### Résultats pour l'Exercice 2001

Au cours de l'exercice 2001, 28 travaux de recherche ont été menés dans les trois catégories suivantes :

- 1) Recherche sur la stratégie de l'aide par pays, région, enjeu et secteur prioritaires (pour le déroulement des études de l'aide par pays, voir la Figure 3-15) (13 travaux de recherche) ;
- 2) Recherche sur les compétences et les méthodes en matière d'aide (sept travaux de recherche) ; et
- 3) Recherche sur les questions importantes liées à la fourniture de l'aide (huit travaux de recherche).

Tableau 3-14 Résultats des recherches menées au cours de l'exercice 2001

Recherche sur la Stratégie de l'Aide	
Cambodge (étude de l'APD du Japon par pays)	
Népal (étude de l'APD du Japon par pays)	
Brésil (étude de l'APD du Japon par pays)	
Population et développement (recherche sur l'aide sectorielle)	
Environnement II (recherche sur l'aide sectorielle)	
Consolidation de la paix	
Stratégie de réduction de la pauvreté	
Cuba (étude de l'APD du Japon par pays)	
Afrique (étude de l'APD du Japon par pays)	
Ghana (étude de l'APD du Japon par pays)	
Bolivie (étude de l'APD du Japon par pays)	
Eau (recherche sur l'aide sectorielle)	
Coopération avec les ONG pour la promotion de la coopération participative	
Recherche sur les Méthodes d'Aide	
Étude de base sur la révolution de l'information dans l'aide au développement	
Étude de base sur les approches efficaces des problèmes de développement	
Étude sur l'intégration des sexes/spécificités et la systématisation des projets de coopération en matière d'intégration de la femme dans le développement (IFD)*	
La gestion financière dans les pays en développement et l'aide	
Méthode d'évaluation sectorielle pour les projets de coopération dans le secteur de la santé publique et des soins médicaux	
Activités régionales applicables aux pays en développement	
Recherche sur des Cas Particuliers	
Prévention des catastrophes et développement	
Étude de base sur l'évaluation participative	
Étude sur les carences en micronutriments pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile	
Étude de base sur l'aide à la démocratisation	
Constitution et évaluation du capital social	
Examen du cadre de coopération pour le soutien efficace à la reconstruction et au développement	
Étude des activités de volontaires de la JICA	
Conférence internationale sur le Transfert de Technologie	
Coopération pour le développement au XXI <sup>e</sup> siècle : soutien à la coopération Sud-Sud	
Huitième séminaire du Réseau de prévention des conflits et de reconstruction après les conflits (CPR)	
Séminaire conjoint de la JICA et du PNUD sur la problématique hommes-femmes	
Chercheurs Invités	
16 chercheurs invités	

■ Type de recherches    ● Domaine de recherche